Orientations

relatives à la sélection, à la mise en place et au fonctionnement des forêts de proximité

DOCUMENT DE CONSULTATION

Québec 22

Orientations

........

relatives à la sélection, à la mise en place et au fonctionnement des forêts de proximité

DOCUMENT DE CONSULTATION



Québec 🔡



Orientations

relatives à la sélection, à la mise en place et au fonctionnement des forêts de proximité

DOCUMENT DE CONSULTATION

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

5 juillet 2011

Pour obtenir des renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à la :

Direction des communications Ministère des Ressources naturelles et de la Faune 880, chemin Sainte-Foy, 9° étage Québec (Québec) G1S 4X4

Téléphone: 418 627-8600

Ailleurs au Québec : 1 866 248-6936

Télécopieur: 418 644-6513

Services.clientele@mrnf.gouv.qc.ca

Photographie de la page couverture Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

La présente publication est accessible dans Internet, à l'adresse suivante : www.mrnf.gouv.qc.ca

This document is also available in English.

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, 2011 ISBN 978-2-550-62307-6 (imprimé) ISBN 978-2-550-62306-9 (PDF)

© Gouvernement du Québec



Message de la ministre



Les régions du Québec recèlent d'innombrables richesses. Parmi ces richesses : notre forêt, qui témoigne d'une grande diversité de milieux et d'espèces, de produits et de services précieux pour notre bien-être et notre développement. La mise en valeur de ces richesses est rendue possible grâce aux savoir-faire, à l'expertise et aux capacités d'innovation de nos entreprises et de nos concitoyens, ainsi qu'à leur intérêt marqué pour notre forêt. Pour beaucoup d'entre nous, la forêt est beaucoup plus qu'une ressource : elle est un milieu de vie.

C'est, entre autres choses, pour mettre les richesses de ce milieu de vie en valeur, pour stimuler le développement social et économique, et ainsi participer au maintien de la vitalité des communautés, que le gouvernement du Québec met en place des forêts de proximité. Cette initiative traduit notre volonté de travailler en partenariat avec les élus locaux et de mieux intégrer les besoins et les valeurs des communautés dans la gestion forestière.

Avec la délégation de la gestion des ressources et des territoires dans les forêts de proximité, le Québec mise sur l'esprit d'entreprise des citoyens pour implanter des projets grâce auxquels ces derniers participeront activement à la gestion forestière et profiteront directement des diverses retombées qu'offre la gestion durable d'un territoire forestier. Je souhaite que les forêts de proximité deviennent synonymes de forêts saines et productives, de concertation accrue des utilisateurs du milieu, d'harmonisation des usages et des valeurs, de création d'emplois variés et valorisés, de diversification des produits et services sur le territoire et d'investissement des revenus dans des projets sociaux au sein de la communauté. Avec les forêts de proximité, nous portons des ambitions fortes de développement local et souhaitons favoriser chez les citoyens un plus grand lien d'appartenance au territoire et aux ressources, générant ainsi une fierté accrue à l'égard de notre forêt. C'est donc le plein épanouissement d'une culture forestière qui pourra prendre racine dans les forêts de proximité.

C'est avec enthousiasme que je vous convie à cette consultation. Les recommandations et les commentaires qui me seront présentés inspireront l'élaboration de la politique sur les forêts de proximité. Cette politique constituera une autre pièce maîtresse d'un nouveau régime forestier fort et profitable pour l'ensemble de notre société.

Bonne consultation à toutes et à tous!

Nathalie Normandeau Vice-premiere ministre

ministre des Ressources naturelles et de la Faune et ministre responsable du Plan Nord



Table des matières

Préambule	1
Participer à la consultation	3
1 Concept et objectifs	5
1.1 Concept	
1.2 Objectifs	
2 Délégation de la gestion	7
2.1 Délégataires et partenaires	7
2.2 Pouvoirs et responsabilités du délégataire	,
2.3 Entente de délégation de gestion d'une forêt de proximité	9
3 Implantation des forêts de proximité	. 11
3.1 Sélection des forêts de proximité	12
3.2 Conversion des contrats d'aménagement forestier (CtAF)	13
3.3 Conversion des conventions d'aménagement forestier (CvAF) octroyées par le Ministère	14
3.4 Conversion des conventions de gestion territoriale (CGT)	15
3.5 Délimitation des forêts de proximité	. 16
4 Fonctionnement des forêts de proximité	17
4.1 Planification et réalisation des activités dans les forêts de proximité	17
4.2 Planification en période d'implantation (2013-2018)	18
4.3 Participation du milieu	18
4.4 Certification forestière	19
4.5 Mise en marché des bois	. 19
5 Utilisation et répartition des revenus et des profits	21

6	Reddition de comptes et évaluation de la performance des forêts de proximité	. 23
	6.1 Reddition de comptes annuelle	
	6.2 Évaluation	. 23
	6.3 Contribution à la reddition de comptes du Ministère	. 24
7	Soutien du Ministère aux délégataires	. 25
A	nnexe 1	
	Pouvoirs pouvant être délégués	. 27
A	nnexe 2	
	Critères de sélection des forêts de proximité	29
A	nnexe 3	
	Exemple de canevas de soumission d'un projet de forêt de proximité	32
A	nnexe 4	
	Portrait des attributions de matière ligneuse sur le territoire public	35
G	lossaire	36
Si	gles et acronymes	38
Pr	incipaux articles de lois liés aux forêts de proximité	39

Préambule

La Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (L.R.Q., chapitre A-18.1) a été sanctionnée le 1^{er} avril 2010. Cette loi instaure un tout nouveau régime forestier basé sur l'aménagement durable des forêts qui prévoit l'élaboration d'une politique de forêts de proximité. Les orientations de cette politique font l'objet de la présente consultation publique. Sa publication est prévue au printemps 2012. Le nouveau régime forestier sera pleinement en vigueur le 1^{er} avril 2013. Cette date coïncidera avec la prise en charge locale des premières forêts de proximité.

Pour être véritablement durable, la gestion des forêts doit intégrer les valeurs de la population. Quand il s'agit de forêts du domaine de l'État, cette exigence revêt une importance toute particulière. Il existe différents moyens d'y répondre. Ainsi, au fil des ans, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune a multiplié les consultations publiques sur une variété toujours plus grande de préoccupations, comme les orientations de la gestion forestière, le contenu des plans d'aménagement forestier ainsi que les normes pour protéger les forêts et leurs ressources.

À l'automne 2010, le Ministère lançait une consultation du public sur un projet de stratégie d'aménagement durable des forêts. Cette stratégie, dont la version définitive devrait être publiée en décembre 2011, présente la vision, les orientations et les objectifs d'un aménagement durable des forêts. Elle contient, entre autres, un objectif sur la prise en main de la gestion et de la mise en valeur du milieu forestier par les communautés. Comme en font foi les nombreux commentaires reçus lors de cette consultation, les attentes et les interrogations à ce sujet sont élevées.

Il y a quelques années, dans une démarche de décentralisation, le gouvernement a établi un partenariat avec les élus régionaux en misant sur leur volonté et leur capacité d'agir sur le développement de leur milieu. Le Ministère a entrepris ses premières expériences de délégation de gestion foncière et forestière sur les réserves forestières situées à proximité de municipalités et de communautés autochtones. Il a aussi mis en place un programme pour soutenir la création des parcs régionaux et confié la gestion des baux de villégiature ainsi que

celle des sablières et des gravières à certaines municipalités et municipalités régionales de comté (MRC) qui le désiraient. La délégation de gestion est le moyen le plus adéquat qui existe pour s'assurer que les valeurs locales sont prises en considération puisqu'elle remet entre les mains des élus locaux la responsabilité de faire les choix de gestion et d'aménagement qui s'imposent :

- Quelle vision doit guider la mise en valeur des territoires et des ressources sous délégation de gestion?
- Quelles ressources doivent être mises en valeur et par qui?
- Quelle doit être l'importance des aménagements proposés?
- À quoi doivent servir les profits tirés de la mise en valeur des ressources et de l'utilisation du territoire?

La délégation de gestion répond à une volonté, maintes fois exprimée par les citoyens et les communautés, de prendre leur développement en main. Elle témoigne de la confiance du Ministère à l'endroit des communautés locales et des régions.

Les orientations proposées pour les forêts de proximité s'inscrivent donc dans la continuité des actions récentes du Ministère. La future politique fera la promotion d'une gouvernance locale du territoire forestier situé dans l'environnement des municipalités et des communautés autochtones. Elle renforcera les initiatives locales et contribuera au développement des communautés, traduisant la volonté du Ministère de contribuer à leur revitalisation en partenariat avec les élus locaux.



Participer à la consultation

La consultation du public est un élément fondamental de l'aménagement durable des forêts. Elle permet à la population de faire connaître son opinion et ses préoccupations relativement à la gestion et à l'aménagement du territoire forestier et de ses ressources. Le Ministère l'utilise afin que les décisions reflètent les valeurs et les besoins des citoyens et des communautés locales et autochtones.

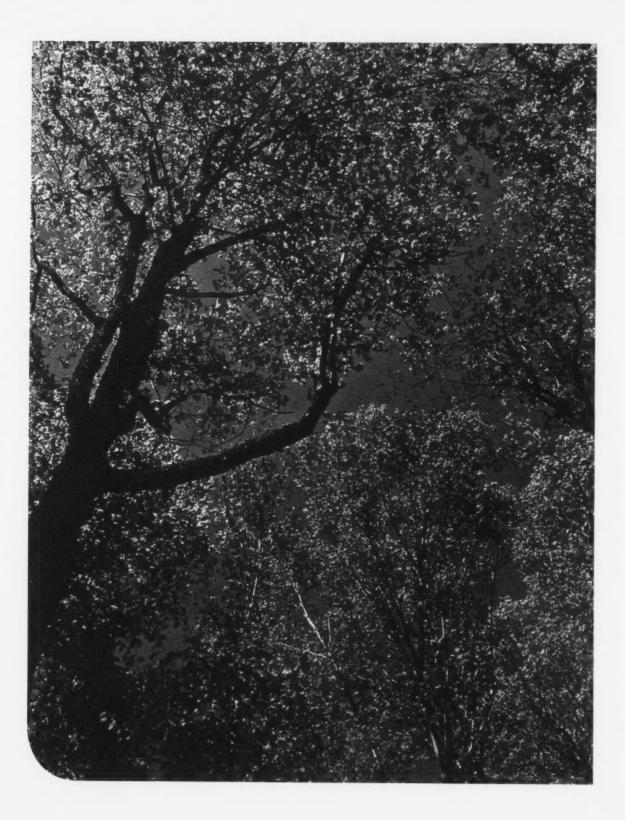
La présente consultation se tient du 6 septembre au 11 novembre 2011. Elle s'inscrit dans les obligations du Ministère de consulter la population et les communautés autochtones avant de rendre la politique sur les forêts de proximité publique. Elle vise à mieux définir les orientations et les objectifs qui devront structurer la future politique et à établir certaines modalités d'application, notamment celles concernant la conversion des contrats d'aménagement forestier (CtAF), des conventions d'aménagement forestier (CvAF) et des conventions de gestion territoriales (CGT).

Pour émettre vos commentaires sur le contenu du présent document, veuillez utiliser le formulaire électronique accessible sur le site **www.consultation-forets-proximite.mrnf.gouv.qc.ca**. Vous pouvez également rédiger un avis ou un mémoire et le faire parvenir par courrier électronique à **consultation-forets-proximite@mrnf.gouv.qc.ca** ou par la poste à l'adresse :

Consultation – Forêts de proximité Ministère des Ressources naturelles et de la Faune Bureau du sous-ministre associé à Forêt Québec 880, chemin Sainte-Foy, RC-120 Québec (Québec) G1S 4X4

Des rencontres d'information auront lieu dans chaque région du Québec. Pour en connaître l'heure et le lieu, rendez-vous sur le site de la consultation à l'adresse **www.consultation-forets-proximite.mrnf.gouv.qc.ca** ou contactez la direction générale du Ministère de votre région.

Le site Internet du Ministère contient également plusieurs renseignements utiles sur la consultation. Vous y trouverez, entre autres, une copie du document de consultation ainsi que des informations complémentaires.



Concept et objectifs

1.1 CONCEPT

Orientation proposée

Le concept de forêt de proximité comporte les deux éléments importants que sont le caractère communautaire de la gestion de la forêt et la notion de proximité.

La gestion de la forêt est communautaire lorsque les décideurs sont en majorité des membres de la communauté¹, lorsqu'elle favorise l'embauche de travailleurs de la communauté et que les bénéfices sont redistribués localement.

Quant à la notion de proximité, elle touche à la fois des éléments géographiques et socioéconomiques. La proximité géographique est généralement évaluée en fonction de la distance entre la communauté et le territoire forestier. Le lien d'appartenance de la population, qui s'exprime par les usages qu'elle fait de cet espace et le lien historique qu'elle entretient avec celui-ci, doit également être pris en compte lors de cette évaluation.

La proximité socioéconomique s'évalue au regard des relations tissées entre les différents acteurs du territoire. Ces relations peuvent être d'ordre économique (réseau d'affaires, partenariats, coopératives, etc.), social (solidarité, engagement, organisations communautaires)

et politique. La qualité des relations nouées entre les personnes, les entreprises et les institutions permet de mettre les compétences de chacun à profit. De plus, elle favorise un plus grand respect des besoins et des valeurs de ces différents acteurs au sein des projets développés sur le territoire. Les forêts de proximité doivent donc intégrer et valoriser les liens existants ou participer au développement de cette proximité socioéconomique.

La gestion d'une forêt de proximité implique une prise en charge d'un territoire forestier public et de certaines de ses ressources (voir annexe 1) par les communautés qui vivent à proximité. Le territoire est aménagé selon leurs valeurs et elles en retirent directement des avantages socioéconomiques répondant davantage à leurs besoins. La forêt de proximité doit également être gérée dans un esprit de développement économique et dans le respect de l'aménagement durable des forêts.

La gestion d'une forêt de proximité doit tendre vers l'intégration et l'harmonisation des représentations et des usages du territoire forestier, dans une perspective de durabilité sociale, économique et environnementale.

¹ Dans le présent document, le terme « communauté » englobe les communautés locales et autochtones alors que le terme « communauté locale » désigne les municipalités, les villages et les MRC.

1.2 OBJECTIFS

Orientation proposée

La mise en place des forêts de proximité comporte trois principaux objectifs :

- donner aux communautés un pouvoir de décision ainsi que certaines responsabilités liées à la gestion et à la mise en valeur d'un territoire forestier public et de certaines de ses ressources;
- permettre un retour direct, dans les communautés, des bénéfices socioéconomiques tirés de la gestion et de la mise en valeur du territoire constitué en forêt de proximité et de ses ressources. Les retombées suscitées par la mise en valeur des forêt de proximité devraient être multiples et permettre aux communautés de diversifier leurs
- activités socioéconomiques (p. ex. : ressources ligneuses et fauniques, tourisme, récréotourisme, partenariats économiques, développement social et communautaire, etc.);
- permettre à ces communautés de développer ou de consolider une expertise en matière de gestion du territoire forestier et de ses ressources.

QUESTION

 Les objectifs proposés vous semblent-ils adéquats et suffisamment clairs? Si non, précisez.



Photo : Jacques Rober RNCanada

2 Délégation de la gestion

2.1 DÉLÉGATAIRES ET PARTENAIRES

Orientation proposée

Le délégataire de gestion d'une forêt de proximité est nécessairement :

- · une municipalité locale;
- une municipalité régionale de comté (MRC);
- un conseil de bande autochtone;
- · ou un regroupement de ces instances.

Il est primordial que le délégataire de gestion soit une entité redevable et représentative de la communauté pour assurer le respect de ses valeurs, les décisions démocratiques et l'utilisation des revenus au bénéfice de l'ensemble de la communauté. Le délégataire gère le territoire délimité en forêt de proximité et les ressources désignées dans l'entente de délégation de gestion qu'il signe avec la ministre des Ressources naturelles et de la Faune. Le délégataire peut s'adjoindre des partenaires pour la gestion de sa forêt de proximité. Les partenaires peuvent être de toute nature (p. ex. : personnes physiques ou morales, partenaires publics ou privés, détenteurs de droits sur le territoire). Les partenaires du délégataire ne sont pas parties à l'entente de délégation de gestion. Vis-à-vis le Ministère et les communautés concernées, seul le délégataire est redevable de la gestion de la forêt de proximité.

Les droits attribués (p. ex. : permis pour l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles ou d'une forêt-bleuet) et les pouvoirs préalablement accordés à un gestionnaire de territoire à statut particulier (p. ex. : pourvoirie, réserve faunique, zec) qui recoupent ceux du territoire d'une forêt de proximité doivent être respectés. Dans ce cas, une entente de partenariat ou de coexistence entre le gestionnaire concerné et le délégataire de la forêt de proximité est requise.

QUESTIONS

- Pour des projets d'égale valeur, certains délégataires de gestion mentionnés plus haut devraient-ils être privilégiés lors de l'attribution des forêts de proximité? Si oui, lesquels et pourquoi?
- Quelle est la nature de la relation que le délégataire de gestion d'une forêt de proximité devrait entretenir avec un détenteur de droit, ou avec le gestionnaire d'un territoire à statut particulier déjà présent sur le territoire de la forêt de proximité, pour favoriser leur cohabitation et assurer la mise en valeur optimale de celle-ci?

2.2 POUVOIRS ET RESPONSABILITÉS DU DÉLÉGATAIRE

Orientation proposée

Le délégataire d'une forêt de proximité obtient la gestion d'un territoire forestier public et de certaines de ses ressources (principalement forestières, fauniques et foncières). Le délégataire a le droit de tirer un profit des activités de gestion de la forêt de proximité et doit l'utiliser pour le bien-être de la communauté. Le délégataire ne devient pas propriétaire du territoire et des ressources dont la gestion lui a été confiée.

L'étendue des pouvoirs délégués est variable et tient compte notamment de l'intérêt et de la capacité du délégataire à s'acquitter des responsabilités qui en découlent et à développer ses compétences en la matière. Le transfert des pouvoirs et la prise en charge des responsabilités peuvent se faire graduellement, selon un échéancier convenu et consigné dans l'entente de délégation de gestion. Les pouvoirs délégués relèvent du Ministère et peuvent comprendre (voir annexe 1 pour une liste plus exhaustive) :

- la planification intégrée des activités, leur réalisation, leur suivi et leur contrôle;
- la mise en marché des bois et des autres ressources du territoire de la forêt de proximité;
- l'attribution à des tiers de certains droits fonciers (p. ex. : location d'un terrain pour la villégiature), forestiers (p. ex. : délivrance de permis pour la récolte de bois) ou d'autres droits;
- le suivi et le contrôle de l'exploitation de la faune;
- dans le cas d'une municipalité locale ou d'une MRC, l'exercice de pouvoirs réglementaires.

Le délégataire assure le financement de l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués et assume les responsabilités et obligations qui s'y rattachent. Le Ministère continuera d'exercer certains pouvoirs et de s'acquitter de certaines responsabilités et obligations, tels la consultation des communautés autochtones et l'établissement des possibilités forestières qui relève du Forestier en chef (en conformité avec les articles 7 et 46 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier), ainsi que la gestion des populations fauniques.

En tout temps, le délégataire de gestion d'une forêt de proximité doit respecter le cadre légal et réglementaire applicable ainsi que les dispositions prévues dans l'entente de délégation. Ainsi, il doit, entre autres choses :

- respecter les orientations et les objectifs de toutes les stratégies et les politiques applicables au territoire de sa forêt de proximité comme la Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF);
- produire une reddition de comptes pour la ministre et les citoyens de la communauté;
- contribuer, à hauteur déterminée, au Fonds des ressources naturelles;
- adhérer aux organismes de protection des forêts (SOPFIM et SOPFEU);
- maintenir l'accessibilité au territoire;
- assurer la viabilité économique de la forêt de proximité.

Le délégataire pourra se faire retirer la gestion du territoire délimité en forêt de proximité s'il ne se conforme pas aux obligations établies dans l'entente ou dans le cadre légal et réglementaire en vigueur.

OUESTION

 Au-delà des responsabilités et des pouvoirs énumérés plus haut et à l'annexe 1, y a-t-il d'autres aspects qui pourraient faire l'objet d'une délégation?

2.3 ENTENTE DE DÉLÉGATION DE GESTION D'UNE FORÊT DE PROXIMITÉ

Orientation proposée

Une entente de délégation est signée entre la ministre et le délégataire d'une forêt de proximité. Les termes de cette entente sont variables d'une forêt de proximité à l'autre et sont convenus par les parties.

L'entente de délégation de gestion d'une forêt de proximité est rendue publique et prévoit notamment :

- le territoire visé par la délégation;
- · la durée de l'entente et son renouvellement;
- les ressources dont la mise en valeur a été déléguée;
- les pouvoirs délégués, les responsabilités et les obligations à respecter;
- les conditions d'exploitation et de mise en marché des ressources naturelles exploitées;
- les règles applicables aux revenus que le délégataire peut conserver et les fins pour lesquelles ils peuvent servir;
- · les objectifs et les cibles à atteindre;
- la reddition de comptes sur l'atteinte des cibles et des objectifs fixés;
- la reddition de comptes sur l'utilisation des revenus;
- les règles propres aux contrats que le délégataire peut octroyer;

- les modalités pour l'octroi de droits, lorsqu'elles diffèrent de celles prévues par les lois et règlements;
- les modalités sur le partage d'information entre le Ministère et le délégataire;
- les modalités du pouvoir exercé par la ministre pour surveiller la gestion du délégataire et pour intervenir lorsque les cibles et les objectifs convenus avec celui-ci ne sont pas atteints;
- les sanctions applicables en cas de défaut aux obligations qui découlent de l'entente ou en cas de non-respect d'une disposition législative ou réglementaire;
- les moyens mis à la disposition du délégataire par le Ministère pour le soutenir dans sa gestion.

QUESTION

 Quels autres éléments devraient impérativement apparaître dans l'entente de délégation?



3 Implantation des forêts de proximité

Des forêts de proximité seront implantées sur le territoire forestier du domaine de l'État le 1er avril 2013. Pour ce faire, un appel de projets sera lancé dès que la politique sur les forêts de proximité sera adoptée. Outre la sélection de ces nouvelles forêts de proximité, la ministre déléguera la gestion d'une forêt de proximité aux actuels bénéficiaires de contrats d'aménagement forestier (CtAF). Elle entend faire de même pour les conventions de gestion territoriale (CGT). En ce qui a trait aux municipalités locales, aux MRC et aux conseils de bande autochtones qui sont présentement bénéficiaires d'une convention d'aménagement forestier (CvAF) signée avec le Ministère, la ministre entend aller au-delà des exigences prévues par la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et leur offrir la gestion d'une forêt de proximité. Au préalable, tous les bénéficiaires (de CGT, de CtAF ainsi que de CvAF signées avec le Ministère) doivent formuler une demande à cet effet.

Pour le 1^{er} avril 2013, les ententes de délégation de gestion de forêt de proximité, issues de CGT et de CvAF signées avec le Ministère, porteront sur le territoire déjà délimité dans la convention. Toutefois, une superficie additionnelle pourra être ajoutée au territoire lors de la signature de l'entente afin de corriger une situation de morcellement susceptible de nuire à la viabilité de la forêt de proximité. Lorsque ce sera possible, cet ajout sera applicable dès le 1^{er} avril 2013. Toute autre demande d'agrandissement sera considérée comme un nouveau projet et analysée lors des appels de projets (voir section suivante).

2013-2018 : IMPLANTATION PROGRESSIVE DES FORÊTS DE PROXIMITÉ SITUÉES SUR LES UNITÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

À moyen terme, toutes les forêts de proximité seront délimitées en dehors des unités d'aménagement. Toutefois, pour la période 2013-2018, celles qui sont issues de la conversion des CtAF ou de nouveaux projets demeureront à l'intérieur des unités d'aménagement, puisqu'il n'est pas possible de les exclure d'ici 2013.

Au cours de cette période, les plans d'aménagement forestier intégré (PAFI) tactique et opérationnel, préparés par le Ministère, s'appliqueront sur ces territoires. Cela facilitera le démarrage progressif des nouveaux projets de forêts de proximité et assurera la continuité dans la réalisation des activités d'aménagement forestier. Puisque les PAFI s'appliqueront sur l'ensemble des unités d'aménagement, la certification du territoire délimité en forêt de proximité sera incluse dans le certificat détenu par la direction générale en région du Ministère (DGR) pour la période 2013-2018.

Le Ministère pourra également fixer une proportion du volume issu du territoire de forêt de proximité devant être mise en marché par le Bureau de mise en marché des bois (BMMB) ou acheminée à un détenteur d'une garantie d'approvisionnement.

Les ententes de délégation de gestion de ces forêts de proximité seront ainsi mises en œuvre de façon progressive pour être pleinement applicables en 2018, moment où les territoires seront exclus des unités d'aménagement. En vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (articles 336 et 347), les contrats d'aménagement forestier (CtAF) et les conventions d'aménagement forestier (CvAF) sont résiliés à compter du 1^{er} avril 2013. Les conventions de gestion territoriale viennent à terme à cette même date.

3.1 SÉLECTION DES FORÊTS DE PROXIMITÉ

Orientation proposée

La sélection des forêts de proximité se fait par appel de projets. Ainsi, une fois la politique sur les forêts de proximité rendue publique, un appel de projets sera lancé pour l'implantation de 10 à 15 forêts de proximité pour l'ensemble du Québec. La procédure de sélection est basée sur une liste de critères qui seront définis dans la politique (voir annexe 2). L'attribution se fera au mérite parmi les projets reçus.

La ministre choisit les projets de forêt de proximité à retenir. Pour ce faire, elle s'appuie sur les recommandations d'un comité composé de personnes neutres, qui ne détiennent aucun intérêt dans les projets soumis (chercheurs universitaires, personnel du Ministère, représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire [MAMROT], etc.). Ce comité utilise les critères de sélection définis dans la politique pour faire ses recommandations. Cette première sélection s'ajoute à la conversion en forêt de proximité des actuels contrats et conventions (CtAF, CvAF et CGT). La ministre des Ressources naturelles et de la Faune conserve toujours la possibilité de délimiter d'autres forêts de proximité selon une autre procédure, pour résoudre des situations particulières.

Une dizaine de projets pourraient également être sélectionnés lors d'un deuxième appel de projets qui débuterait au cours de la première période quinquennale d'implantation (2013-2018).

Le Ministère ne peut pour le moment déterminer une cible à long terme relativement à l'importance que prendront les forêts de proximité. La priorité est donnée à la réussite des projets sélectionnés lors des premier et deuxième appels de projets et des conversions des contrats et conventions. La ministre établira la cible à long terme en fonction de la réussite de ces projets et des commentaires exprimés lors de la présente consultation.

Étapes de la procédure de sélection et de délimitation des forêts de proximité :

- 1. Appel de projets sur les forêts de proximité.
- Dépôt du projet de forêt de proximité par les communautés intéressées, selon le canevas (voir annexe 3) fourni par le Ministère.
- Analyse des projets par le comité-conseil sur la base des critères de sélection établis (il peut y avoir une rencontre avec le demandeur pour éclaircir et discuter certains points) et présentation des recommandations à la ministre.
- Sélection des projets par la ministre sur la base des recommandations du comité-conseil.
- Entente préliminaire avec la communauté (y compris la délimitation projetée).
- Consultation sur le projet de forêt de proximité et sa délimitation auprès des ministères concernés.
- Consultation sur le projet de forêt de proximité et sa délimitation auprès des personnes et organismes concernés de la région (organismes régionaux, communautés autochtones, etc.).
- Calcul de la possibilité forestière à l'échelle de la forêt de proximité (cette étape pourrait avoir lieu après le 1^{er} avril 2013 dans certains cas).
- Signature de l'entente avec le délégataire et mise en place de la forêt de proximité le 1^{er} avril 2013 ou selon la date prévue dans l'entente.

Les ententes signées et la délimitation des territoires des forêts de proximité sont rendues publiques sur le site Internet du Ministère.

QUESTIONS

- Est-ce que les critères de sélection présentés à l'annexe 2 sont pertinents relativement aux objectifs visés par la mise en place de forêts de proximité?
- Quels sont les critères auxquels vous accordez une plus grande importance?
- Les critères de sélection permettent-ils de discriminer efficacement les projets?
- Quel pourcentage du territoire forestier public les forêts de proximité devraient-elles couvrir à terme?

3.2 CONVERSION DES CONTRATS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER (CtAF)

Orientation proposée

Le bénéficiaire d'un CtAF a le droit d'obtenir, pour le 1° avril 2013, une entente de délégation de gestion d'une forêt de proximité (art. 344, LADTF). Pour les bénéficiaires dont le CtAF s'exerce sur plus d'une unité d'aménagement, un effort est fait pour former une forêt de proximité d'un seul tenant dans une seule unité d'aménagement.

SITUATION CLAF MAI 2011	
Nombre de CtAF signés avec le Ministère	10
En traitement	2
Volume de bois attribué	725 100 m ³
Proportion du volume de bois attribué sur le territoire forestier public	2,5 %

Le processus de conversion des CtAF² en forêt de proximité est établi par la ministre et implique de transposer des volumes de matière ligneuse en superficie. La ministre tente alors de maintenir, dans la mesure du possible, un potentiel de récolte de bois d'un volume avoisinant celui auquel le bénéficiaire aurait eu droit au 1^{et} avril 2013 si son contrat n'avait pas été résilié (art. 346, LADTF). Le potentiel de récolte est un potentiel toutes essences. La délégation de gestion des autres ressources devra répondre aux critères de sélection du Ministère (voir annexe 2).

Étapes de conversion pour les CtAF :

- Dépôt d'une demande écrite à la ministre pour l'obtention d'une forêt de proximité par le bénéficiaire d'un CtAF.
- Révision des volumes de bois des CtAF selon les articles 77 à 77.2 de la Loi sur les forêts.
- Dépôt du projet de forêt de proximité par le bénéficiaire de CtAF selon le canevas fourni par le Ministère (échéance à déterminer).
- 4. Analyse du projet de forêt de proximité.
- Estimation du volume de bois du territoire visé aux fins de délimitation en forêt de proximité.
- Discussions avec le bénéficiaire du CtAF en vue de convenir du contenu de l'entente de délégation de gestion (art. 17.23, LMRNF) et de la délimitation du territoire.
- Consultation sur le projet de forêt de proximité et sa délimitation auprès des ministères concernés.
- Consultation sur le projet de forêt de proximité et sa délimitation auprès des personnes et organismes concernés (organismes régionaux, communautés autochtones, etc.).
- Calcul de la possibilité forestière à l'échelle de la forêt de proximité aux fins de révision et de validation de sa délimitation (cette étape pourrait avoir lieu après le 1^{et} avril 2013 dans certains cas).
- Signature de l'entente de délégation de gestion entre le délégataire et la ministre.
- Résiliation des CtAF au 1^{er} avril 2013 et début des activités de la forêt de proximité.

Pour obtenir le portrait actuel des CtAF par région, reportez-vous à l'annexe 4.

² Le processus de conversion des CtAF détenus par les corporations cries sera déterminé dans le cadre des négociations sur l'harmonisation des régimes forestiers sur le territoire de la Paix des Braves (Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec).

OUESTION

 Le Ministère devrait-il envisager une solution de rechange sous la forme d'une attribution de bois pour les bénéficiaires de CtAF?

3.3 CONVERSION DES CONVENTIONS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER (CVAF) OCTROYÉES PAR LE MINISTÈRE

Orientation proposée

Le 1° avril 2013, les CvAF en vigueur seront résiliées. Le bénéficiaire d'une CvAF peut demander à la ministre de lui attribuer la gestion du territoire d'aménagement prévu à sa convention et de conclure à cette fin une entente de délégation de gestion pour cette date (art. 348 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier [LADTF]).

SITUATION CVAF MAI 2011	
Nombre de CvAF signées avec le Ministère	42
Superficie	12 588 km²
Proportion de la superficie du territoire forestier public	3,0 %
Volume de bois attribué	609 680 m ³
Proportion du volume de bois attribué sur le territoire forestier public	2,1 %

Les municipalités locales, les MRC et les communautés autochtones bénéficiaires de CvAF signées avec le Ministère qui souhaitent obtenir la gestion d'une forêt de proximité pourront signer une entente de délégation de gestion pour le territoire prévu à leur convention et pour certaines de ses ressources³. Elles

doivent toutefois en faire préalablement la demande à la ministre et leur demande doit satisfaire les critères de sélection prévus dans la politique. La gestion de la forêt de proximité sera attribuée à compter du 1^{er} avril 2013.

Le Ministère souhaite promouvoir le partenariat entre les acteurs du milieu. Ainsi, le bénéficiaire d'une CvAF signée avec le Ministère qui n'est pas une municipalité locale, une MRC ou un conseil de bande autochtone peut présenter une demande pour une forêt de proximité en partenariat avec une municipalité locale, une MRC, une communauté autochtone ou un regroupement de ces instances. Dans ce cas, la municipalité locale, la MRC, la communauté autochtone ou le regroupement assume la direction du projet et agit comme délégataire de gestion. Le partenaire ainsi que la nature du partenariat sont toutefois mentionnés dans l'entente de délégation.

Étapes de conversion pour les CvAF :

- Dépôt d'une demande à la ministre pour l'obtention d'une forêt de proximité par le bénéficiaire d'une CvAF signée avec le Ministère.
- Dépôt du projet de forêt de proximité par le bénéficiaire d'une CvAF, selon le canevas fourni par le Ministère (échéance à déterminer).
- Analyse de recevabilité du projet selon la grille de critères de sélection.
- Délimitation en forêt de proximité du territoire visé par la CvAF selon les limites établies dans la convention.
- Discussions avec le bénéficiaire d'une CvAF en vue de convenir du contenu de l'entente de délégation de gestion (art. 17.23 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune [LMRNF]).
- Consultation sur le projet de forêt de proximité auprès des ministères concernés.

³ Cette disposition ne concerne pas les bénéficiaires d'une CvAF accordée par une MRC détentrice d'une convention de gestion territoriale (CGT). Toutefois, ces bénéficiaires peuvent, après entente avec la MRC, devenir cosignataires de l'entente de délégation de gestion de forêt de proximité issue de la conversion de la CGT. La MRC peut également déléguer à des municipalités certains pouvoirs et responsabilités (voir la section suivante sur la conversion des CGT).

- Consultation des personnes et des organismes concernés (organismes régionaux, communautés autochtones, etc.).
- Calcul de la possibilité forestière à l'échelle de la forêt de proximité (cette étape pourrait avoir lieu après le 1^{er} avril 2013 dans certains cas).
- Signature de l'entente de délégation de gestion entre le délégataire et la ministre.
- Résiliation des CvAF au 1^{er} avril 2013 et début des activités de la forêt de proximité.

Pour obtenir le portrait actuel des CvAF par région, reportez-vous à l'annexe 4.

3.4 CONVERSION DES CONVENTIONS DE GESTION TERRITORIALE (CGT)

Orientation proposée

Le 1^{er} avril 2013, la ministre entend confier la gestion d'une forêt de proximité aux MRC bénéficiaires d'une CGT pour le territoire désigné dans leur convention, si elles en font la demande et si leur projet satisfait aux critères de sélection établis dans la politique.

SITUATION CGT MAI 2011		
Nombre de CGT signées avec le Ministère	25	
En traitement	2	
Superficie	3 152 km ²	
Proportion de la superficie du territoire forestier public	0,7 %	
Volume de bois attribué	286 582 m ³	
Proportion du volume de bois attribué sur le territoire forestier public	1,0 %	

Les CGT qui se terminent avant le 1^{er} avril 2013 seront renouvelées pour une période ne dépassant pas cette date.

Certaines MRC ont confié l'aménagement d'une portion du territoire visé à leur CGT à des municipalités, sous forme de CvAF. Le Ministère veut favoriser la continuité de ces collaborations sur le territoire des forêts de proximité. Ainsi, la MRC et ces municipalités pourront être cosignataires de l'entente de délégation de gestion de la forêt de proximité et deviendront coresponsables de sa gestion. La MRC a aussi l'option de déléguer certains pouvoirs et certaines responsabilités aux municipalités. Cette délégation est spécifiée dans l'entente.

Étapes de conversion pour les CGT :

- Dépôt d'une demande à la ministre pour l'obtention d'une forêt de proximité par le bénéficiaire d'une CGT.
- Dépôt du projet de forêt de proximité par le bénéficiaire d'une CGT, selon le canevas fourni par le Ministère (échéance à déterminer).
- Analyse de recevabilité du projet selon la grille de critères de sélection.
- Délimitation en forêt de proximité du territoire visé par la CGT selon la délimitation établie dans la convention.
- Discussions avec la MRC détentrice d'une CGT en vue de convenir du contenu de l'entente de délégation de gestion (art. 17.23, LMRNF).
- Consultation sur le projet de forêt de proximité auprès des ministères concernés.
- Consultation des personnes et organismes concernés (organismes régionaux, communautés autochtones, etc.).
- Calcul de la possibilité forestière à l'échelle de la forêt de proximité (cette étape pourrait avoir lieu après le 1^{er} avril 2013 dans certains cas).
- Signature de l'entente de délégation de gestion entre le délégataire et la ministre.
- Résiliation des CGT au 1^{er} avril 2013 et début des activités de la forêt de proximité.

Pour obtenir le portrait actuel des CGT par région, reportez-vous à l'annexe 4.

QUESTION

 Appuyez-vous l'orientation du Ministère selon laquelle les municipalités peuvent être cosignataires de l'entente de délégation de gestion de la forêt de proximité avec les MRC?

3.5 DÉLIMITATION DES FORÊTS DE PROXIMITÉ

Orientation proposée

De façon générale, les forêts de proximité sont situées près des municipalités, des MRC ou des communautés autochtones et reflètent l'intérêt et le lien d'appartenance des populations au territoire.

Les forêts de proximité sont de superficies variables et sont localisées, de même que délimitées, de façon à favoriser le plus possible le succès du projet et sa viabilité. La délimitation des forêts de proximité, réalisée par la ministre, peut être faite à l'intérieur des unités d'aménagement ou à l'extérieur de celles-ci (art. 13, 2° alinéa, LADTF). Les forêts de proximité sont mises en place sur le territoire public.

Au terme de la première période quinquennale d'activité de la forêt de proximité, il est prévu de retirer des unités d'aménagement les superficies des forêts de proximité dont le territoire se situe en tout ou en partie sur une unité d'aménagement. Cela simplifiera la gestion de la forêt de proximité ainsi que la gestion de l'unité d'aménagement.

QUESTIONS

- Quels pourraient être les motifs recevables pour demander une modification à la délimitation de la forêt de proximité (p. ex. : agrandissement ou diminution de la superficie)?
- Existe-t-il des territoires où une forêt de proximité ne devrait pas être implantée?



4

Fonctionnement des forêts de proximité

4.1 PLANIFICATION ET RÉALISATION DES ACTIVITÉS DANS LES FORÊTS DE PROXIMITÉ

Orientation proposée

La planification intégrée de l'ensemble des activités de mise en valeur sur le territoire de la forêt de proximité est la responsabilité du délégataire de gestion. Celui-ci doit élaborer un plan de mise en valeur des ressources et du territoire visés par l'entente de délégation selon le canevas produit par le Ministère. Cette planification doit respecter les lois et règlements applicables⁴, ainsi que les orientations et les objectifs des stratégies et des politiques gouvernementales qui s'appliquent (p. ex. : la Stratégie d'aménagement durable des forêts). Elle doit également se faire en conformité avec les planifications territoriales et régionales en vigueur (p. ex. : plan d'affectation du territoire public, plan régional de développement intégré des ressources et du territoire et schéma d'arnénagement et de développement).

Cette planification est élaborée selon une gestion intégrée des ressources et du territoire. Le délégataire de gestion d'une forêt de proximité doit mettre en place un mécanisme de concertation pour les détenteurs de droits et les autres utilisateurs ou gestionnaires du territoire afin de permettre la conciliation des différentes préoccupations relatives au territoire (voir section Participation du milieu).

Le délégataire doit soumettre sa planification à la consultation de la population locale. Le plan doit indiquer de quelle manière il a impliqué les détenteurs de droits, les communautés locales et autochtones et pris en compte leurs préoccupations. La ministre procède elle-même à la consultation des communautés autochtones concernées et en achemine les résultats au délégataire. Si elle le juge nécessaire, la ministre peut demander des modifications au plan afin de s'assurer qu'il tient compte des valeurs et des attentes des communautés autochtones et qu'il respecte les orientations et les objectifs des différentes stratégies et politiques gouvernementales qui s'appliquent. Le délégataire de gestion d'une forêt de proximité rend publique sa planification à la date de son entrée en vigueur.

⁴ Exemples de lois et règlements à respecter : Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur les terres du domaine de l'État, Loi sur la qualité de l'environnement et Règlement sur l'aménagement durable des forêts.

Les activités d'aménagement forestier peuvent être réalisées par le délégataire ou par des entreprises d'aménagement. Les services des entreprises d'aménagement sont obtenus conformément aux lois en vigueur régissant l'octroi des contrats et aux règles spécifiques inscrites dans l'entente de délégation de gestion.

OUESTIONS

- Quels éléments devraient impérativement figurer dans le plan de mise en valeur des ressources et du territoire et permettraient en même temps une planification simple et respectueuse des lois et règlements?
- Compte tenu du contexte particulier des forêts de proximité, doit-on exiger la certification des entreprises d'aménagement qui y réalisent les activités d'aménagement forestier?

4.2 PLANIFICATION EN PÉRIODE D'IMPLANTATION (2013-2018)

Forêts de proximité sur unité d'aménagement issues de la conversion de contrats d'aménagement forestier (CtAF) et de nouveaux projets

Au cours de la période 2013-2018, le délégataire de gestion d'une forêt de proximité située en tout ou en partie sur une unité d'aménagement doit respecter les plans d'aménagement forestier intégré (PAFI) tactiques et opérationnels élaborés par le Ministère pour l'unité d'aménagement. Cela permettra, entre autres, la continuité des activités d'aménagement forestier sur le territoire. Le délégataire doit également siéger à la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire, où il pourra émettre ses préoccupations à l'égard des PAFI et faire valoir les objectifs et les activités planifiées pour sa forêt de proximité. Le délégataire peut gérer et effectuer certaines activités d'aménagement forestier prévues sur le territoire de la forêt de proximité ou ailleurs sur l'unité

d'aménagement, selon une entente convenue avec la ministre. Dans de telles circonstances, la réalisation des activités d'aménagement forestier planifiées devra être effectuée par une entreprise certifiée.

Durant cette période, le délégataire de la forêt de proximité prépare son plan de mise en valeur du territoire et des ressources qui sera en vigueur pour la période 2018-2023.

Forêts de proximité hors unité d'aménagement issues de la conversion de conventions d'aménagement forestier (CvAF) et de conventions de gestion territoriale (CGT)

Le délégataire de gestion d'une forêt de proximité issue de la conversion d'une CvAF ou d'une CGT élabore un plan de mise en valeur du territoire et des ressources à partir des plans développés antérieurement pour la CvAF ou la CGT. Les plans, qui entreront en vigueur le 1er avril 2013, devront progressivement intégrer les orientations et les objectifs de la SADF qui s'appliquent.

4.3 PARTICIPATION DU MILIEU

Orientation proposée

La gestion des ressources et du territoire, dont le délégataire de gestion de la forêt de proximité est responsable, doit se faire par, pour et avec la communauté. La participation des acteurs concernés prend différentes formes.

La participation des détenteurs de droits et des autres utilisateurs et gestionnaires du territoire à la planification est primordiale afin que celle-ci soit la plus représentative possible des intérêts et des besoins des acteurs présents sur le territoire de la forêt de proximité. Le délégataire peut choisir le mécanisme de concertation qui lui semble le plus approprié.

Le délégataire doit également inviter la population de sa communauté à participer à la gestion de la forêt de proximité. Le délégataire choisit la façon dont il souhaite procéder (p. ex. : organiser régulièrement des séances d'information en vue de présenter les activités menées dans la forêt de proximité et de recueillir l'avis de la population, organiser des activités communautaires liées à la forêt de proximité, etc.). Il a, par ailleurs, l'obligation de consulter la population sur la planification et de faire une reddition de comptes annuelle à son intention (voir section Reddition de comptes et évaluation). Les forêts de proximité ont. entre autres fonctions, celle de susciter un sentiment d'appartenance au territoire forestier et de favoriser le dynamisme de la communauté. Pour atteindre ces objectifs, le délégataire doit être conscient de l'importance, voire de la nécessité de faire de la population un acteur clé de la forêt de proximité.

Il doit également rendre publics les plans d'aménagement, les rapports financiers ainsi que les calendriers de réalisation annuels ou quinquennaux.

OUESTIONS

- Quelle serait la meilleure manière d'organiser la concertation des acteurs du milieu?
- Quelle serait la meilleure manière de favoriser une véritable participation de la population dans la gestion de la forêt de proximité?

4.4 CERTIFICATION FORESTIÈRE

Orientation proposée

Le Ministère encourage le délégataire de gestion d'une forêt de proximité à obtenir la certification forestière du territoire sous sa gestion. Bien que celle-ci ne remplace pas les politiques forestières de l'État, elle favorise un aménagement des forêts de plus grande qualité et procure un avantage concurrentiel sur le marché.

Il appartient au délégataire de gestion de la forêt de proximité de s'engager ou non dans le processus de certification forestière de son territoire. Le choix de la norme de certification à laquelle il veut adhérer lui appartient également. Les coûts relatifs à la certification (y compris les audits annuels) sont payés par le délégataire de gestion de la forêt de proximité. Des délégataires de gestion de forêt de proximité peuvent également se regrouper en vue d'obtenir un certificat commun et ainsi en partager les coûts d'obtention et de maintien.

Au cours de la période d'implantation 2013-2018, la certification du territoire d'une forêt de proximité délimitée dans une unité d'aménagement est assurée par la direction générale en région du Ministère (DGR) responsable de cette unité d'aménagement. En 2018, la forêt de proximité sera soustraite de l'unité d'aménagement et la DGR retirera le territoire de la forêt de proximité de son certificat.

OUESTIONS

- La certification des territoires des forêts de proximité apporte-t-elle un réel avantage sur les marchés, relativement au coût qu'elle peut engendrer?
- Quels sont les moyens qui peuvent faciliter la certification forestière des territoires forestiers dans les forêts de proximité?

4.5 MISE EN MARCHÉ DES BOIS

Orientation proposée

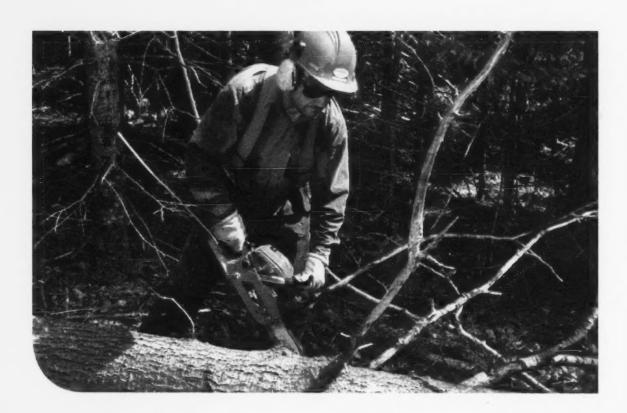
De façon générale, le délégataire de gestion d'une forêt de proximité choisit la façon dont les volumes de bois récoltés sur le territoire de cette forêt sont mis en marché. Cela permet, par exemple, de favoriser la transformation locale si, de cette façon, les objectifs de développement de la forêt de proximité sont respectés.

Cependant, pour les premières années, la ministre peut fixer une proportion du volume qui doit être mise en marché par le Bureau de mise en marché des bois (BMMB) dans l'entente de délégation de gestion afin d'atteindre le volume de bois minimum requis pour l'établissement de la valeur réelle de la matière ligneuse. Dans ce contexte, les bois devront être vendus sur pied selon les règles du marché libre. Pour la période 2013-2018, une proportion des bois récoltés en forêt de proximité pourra également être destinée à un bénéficiaire d'une garantie d'approvisionnement et vendue au prix courant. Dans ce dernier cas, le délégataire de gestion de la forêt de proximité peut se charger lui-même des travaux de récolte.

Par ailleurs, le délégataire de gestion de la forêt de proximité conserve la possibilité de mettre luimême en marché une partie du volume récolté selon l'approche qu'il privilégie. Si le délégataire souhaite vendre son bois aux enchères, il doit le faire par l'intermédiaire du BMMB. Dans ce cas, le délégataire peut déterminer les conditions de vente (récolte ou non par l'acheteur, prix plancher, etc.). Ces ventes ne seront pas utilisées pour déterminer la valeur réelle de la matière ligneuse.

QUESTIONS

- Une certaine proportion du volume de bois des forêts de proximité devrait-elle être acheminée systématiquement et à long terme au BMMB? Pour quelles raisons?
- Quelle proportion du volume récolté dans la forêt de proximité devrait être mise en marché selon le mode déterminé par le délégataire de gestion?
- Comment entrevoyez-vous la mise en marché des autres ressources? Comment peut-elle être facilitée?



5 Utilisation et répartition des revenus et des profits

Orientation proposée

Un des objectifs des forêts de proximité est de produire des retombées socioéconomiques dans les communautés. Diverses sources de revenus, par exemple la vente de bois, la mise en valeur des ressources ou l'organisation d'activités récréatives ou touristiques sur le territoire, permettent à la fois de financer la gestion et le fonctionnement de la forêt de proximité et de générer des profits servant à financer des projets sociaux au sein des communautés.

L'utilisation des revenus générés par les activités de la forêt de proximité doit prioritairement viser à :

- couvrir les dépenses entraînées par la gestion et la réalisation des activités prévues dans le plan de mise en valeur du territoire et des ressources de la forêt de proximité, dont la planification, le suivi et le contrôle de ces activités et le maintien de la productivité des écosystèmes forestiers;
- contribuer au Fonds des ressources naturelles:
- adhérer aux organismes de protection des forêts;
- favoriser un renforcement économique de la forêt de proximité afin de parvenir à l'autofinancement.

Une fois ces dépenses faites, les profits peuvent ensuite être utilisés à des fins de développement, de mise en valeur et d'investissements pour la communauté. Par exemple, le délégataire peut choisir d'investir ses profits pour :

- contribuer à la réfection ou à l'entretien d'une infrastructure municipale;
- soutenir la création d'une bibliothèque municipale;

- soutenir une coopérative de solidarité:
- participer financièrement à une activité de l'association forestière (ou de tout autre intervenant pertinent) dans la communauté;
- tenir un camp pour jeunes sur le territoire de la forêt de proximité.

Lors de la reddition de comptes annuelle, le délégataire doit expliquer comment les profits ont été utilisés.

Aucune redevance sur les bois récoltés n'est demandée aux délégataires. Par contre, ces derniers versent une proportion des profits générés par l'ensemble des activités de la forêt de proximité au Fonds des ressources naturelles. Cela permet notamment de financer des services dont les délégataires peuvent bénéficier (activités de protection des forêts contre le feu, les insectes et les maladies, production de plants, activités d'inventaire, etc.). Cette participation financière, fixée selon les profits générés par les activités de la forêt de proximité, est limitée.

Lorsque la forêt de proximité touche plusieurs communautés ou qu'elle est gérée par un groupe de partenaires, une entente sur la répartition des revenus et des profits doit être établie entre les acteurs concernés.

QUESTIONS

- L'utilisation et la répartition des revenus et des profits proposées vous semblent-elles favorables à la viabilité économique des forêts de proximité tout en maximisant les retombées pour la communauté?
- Sur quelles bases devrait-on calculer la participation des délégataires de gestion d'une forêt de proximité au Fonds des ressources naturelles (proportion des profits, montant fixe, etc.)?
- Lorsque le territoire d'une forêt de proximité touche plusieurs communautés, comment devrait être calculée et réalisée la répartition des profits (au prorata de la population, du territoire concerné, selon le niveau d'engagement de la communauté, selon sa participation financière, etc.)?



Reddition de comptes et évaluation de la performance des forêts de proximité

6.1 REDDITION DE COMPTES ANNUELLE

Orientation proposée

Le délégataire de gestion d'une forêt de proximité rend des comptes annuellement sur les états financiers et l'atteinte des objectifs inscrits au calendrier de mise en œuvre. Cette reddition de comptes, destinée à la ministre des Ressources naturelles et de la Faune et à la population locale, prend la forme d'un rapport d'activité et d'un rapport financier.

QUESTION

 Avez-vous des suggestions concernant le processus et le contenu de la reddition de comptes?

6.2 ÉVALUATION

Orientation proposée

Le délégataire doit préparer un bilan de la gestion et de l'état de sa forêt de proximité tous les cinq ans. Le bilan de la première période quinquennale portera sur la mise en œuvre des activités prévues dans le calendrier soumis. Les évaluations suivantes permettront de faire un bilan des objectifs à plus long terme tels que la contribution de la forêt de proximité au développement social de la communauté, la valorisation du lien d'appartenance de la population au territoire concerné, etc. Le bilan sur l'état de

la forêt permettra de mesurer les tendances et les changements qui surviennent dans les écosystèmes de la forêt de proximité.

Ces bilans comprendront une évaluation de l'atteinte des objectifs et des résultats fixés pour la forêt de proximité et du respect des objectifs de la politique. Ils comprendront également la détermination des forces, des faiblesses, des difficultés et des solutions pour améliorer la mise en valeur de la forêt de proximité. Les objectifs de ces bilans sont de :

- s'assurer du bon fonctionnement des forêts de proximité;
- s'assurer que les forêts de proximité gérées par les communautés correspondent aux besoins de celles-ci et aux objectifs définis dans l'entente;
- s'assurer de la progression dans l'aménagement durable des forêts;
- contribuer à l'évaluation de la politique des forêts de proximité, permettant ainsi de la revoir pour répondre adéquatement aux réalités et aux besoins des communautés.

Les bilans quinquennaux sont transmis à la ministre et accessibles au public. La ministre s'en servira notamment pour, au besoin, réviser la délégation de la gestion.

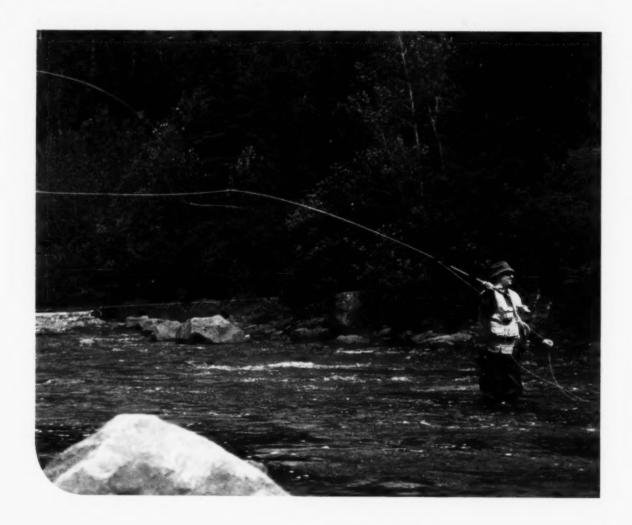
OUESTIONS

- Pensez-vous qu'un tel système d'évaluation sera en mesure de bonifier le fonctionnement des forêts de proximité?
- Est-ce que l'évaluation progressive tous les cinq ans, telle qu'elle est proposée, vous semble pertinente?

6.3 CONTRIBUTION À LA REDDITION DE COMPTES DU MINISTÈRE

Orientation proposée

Le délégataire de gestion d'une forêt de proximité doit également communiquer à la ministre les renseignements et les documents que cette dernière estime nécessaires pour la production de son bilan quinquennal de l'aménagement durable des forêts (art. 225, LADTF) ou toute autre forme de reddition de comptes publique sur l'ensemble des ressources du milieu forestier.



7 Soutien du Ministère aux délégataires

Accompagnement général

Le Ministère élabore un guide pour accompagner les délégataires de gestion de forêt de proximité. Ce guide décrit les éléments de base de la gestion durable des ressources et du territoire forestier (planification, gestion forestière, gestion faunique, gestion des droits, etc.). Il offre également des repères quant aux bonnes pratiques qui permettent d'être efficace tout en favorisant la concertation et la participation la plus large possible de la population et des acteurs présents sur le territoire. C'est donc à la fois un manuel technique et un outil d'aide à la gestion des forêts de proximité.

Conseil stratégique et opérationnel

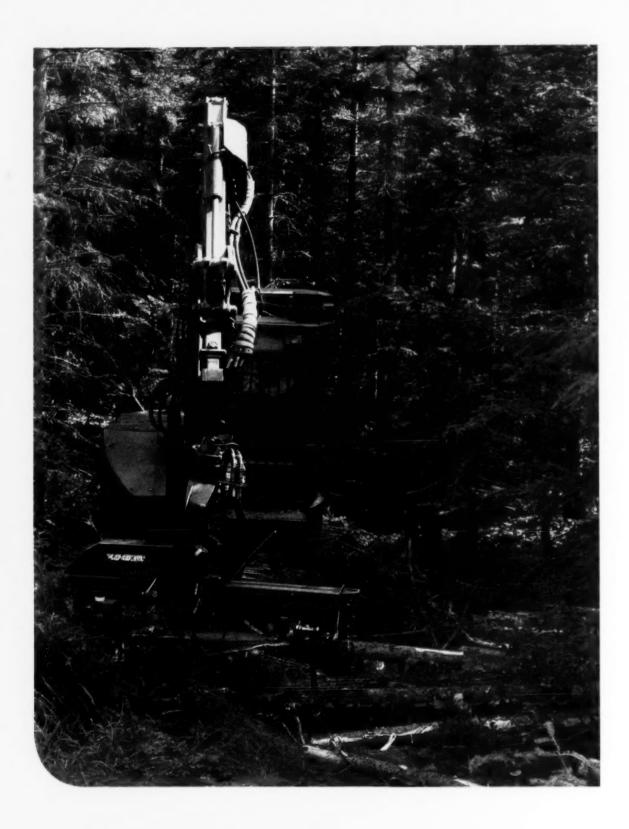
À la demande du délégataire, la direction générale en région (DGR) du Ministère peut notamment conseiller le délégataire sur :

- l'élaboration du plan de mise en valeur du territoire et des ressources:
- l'obtention d'une certification forestière:
- la réalisation des travaux d'aménagement;
- l'harmonisation des activités de mise en valeur du territoire et des ressources.

Toute forme d'accompagnement fait l'objet d'un contrat entre le délégataire et la DGR. Ce contrat précise notamment les services requis par le délégataire auprès de la DGR, la durée de l'accompagnement, la facturation des services ainsi que les droits et obligations de chacun des cocontractants.

QUESTIONS

- Quel rôle les directions générales en région du Ministère doivent-elles jouer auprès des délégataires de gestion de forêt de proximité?
- Quelles sources de financement pourraient contribuer à soutenir le démarrage des opérations des forêts de proximité?



ANNEXE 1 Pouvoirs pouvant être délégués

1. De façon générale

Préparer un plan de mise en valeur du territoire et des ressources de la forêt de proximité qui indique les vocations du territoire et comprend notamment la planification des usages du territoire, des infrastructures, des activités d'aménagement forestier, de la mise en valeur de la ressource faunique et de la mise en valeur des produits forestiers non ligneux.

2. En matière de foncier

- a. Gérer les droits fonciers déjà consentis, sauf certaines exceptions.
- Accorder et gérer de nouveaux droits fonciers, sauf certaines exceptions.
- c. Gérer les bâtiments, les améliorations et les meubles situés sur le territoire de la forêt de proximité et, au besoin, en disposer selon la réglementation en vigueur.
- d. Accorder des droits par contrat d'emphytéose, céder à titre gratuit des terres pour usages d'utilité publique, conformément à la réglementation (avec l'accord préalable du Ministère).
- e. Consentir des servitudes.
- f. Percevoir et retenir tous les revenus.
- g. Acquérir de gré à gré (don, achat, échange), au bénéfice du domaine de l'État, des terres, des bâtiments, des améliorations et des meubles du domaine privé (avec l'accord préalable du Ministère).
- h. Contrôler l'utilisation et l'occupation du territoire (p. ex. : occupation et utilisation illégale, occupation précaire).

- Accorder les permis d'occupation provisoire et les permis de séjour.
- Publier une déclaration énonçant l'appartenance d'une terre au domaine de l'État.
- k. Intenter en son propre nom toute poursuite pénale pour une infraction commise sur le territoire faisant l'objet de la délégation et prévue par une disposition de la Loi sur les terres du domaine de l'État (L.R.Q., c. T-8.1) et des règlements qui en découlent ou des règlements que le délégataire pourrait adopter.

En matière de réglementation foncière

Au regard de la gestion foncière, la MRC ou la municipalité peut adopter et appliquer ses propres règlements, sous réserve de l'approbation de la ministre, lesquels pourront porter sur les objets suivants :

- a. Les conditions et les règles de calcul des prix, des loyers, des droits ou des autres frais applicables aux locations, aux échanges, aux cessions à titre gratuit, aux permis d'occupation et à l'octroi de tout autre droit;
- b. Les normes et les conditions selon lesquelles l'accès et le séjour sur les terres peuvent s'exercer et les circonstances où l'accès et le séjour peuvent y être prohibés, en s'assurant toutefois de maintenir pour toute personne le droit de passer sur les terres visées par l'entente de délégation de gestion;

c. Les conditions et les circonstances où une autorisation n'est pas requise pour ériger ou maintenir un bâtiment, une installation ou un ouvrage sur les terres autrement que dans l'exercice d'un droit ou pour l'accomplissement d'un devoir imposé par une loi.

4. En matière de forêt

- a. L'octroi des permis d'intervention en milieu forestier des catégories suivantes :
 - la récolte de bois de chauffage à des fins domestiques ou commerciales;
 - la culture et l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles;
 - les activités requises pour des travaux d'utilité publique autorisés par le délégataire de gestion;
 - les activités réalisées par un titulaire de droits miniers délivrés par le délégataire de gestion;
 - les activités requises pour des travaux d'aménagement faunique, récréatif ou agricole;
 - la récolte d'un volume d'arbustes ou d'arbrisseaux ou uniquement de leurs branches aux fins d'approvisionner une usine de transformation du bois;
 - les activités réalisées dans le cadre d'un projet d'expérimentation ou de recherche autorisé par le délégataire de gestion.
- b. L'établissement des prescriptions sylvicoles.
- La conclusion de contrats pour la réalisation des activités d'aménagement forestier.
- d. La mise en marché des bois récoltés sur le territoire de la forêt de proximité, sous certaines conditions.
- e. La construction ou l'amélioration des chemins multiusages.
- f. La possibilité de restreindre ou d'interdire l'accès aux chemins multiusages pour des raisons d'intérêt public, particulièrement lors de la période de dégel ou pour des raisons de sécurité.
- g. La prescription de normes d'aménagement forestier différentes de celles prescrites par règlement du gouvernement (avec l'approbation de la ministre).

- La perception des droits exigibles de détenteurs d'autorisations, de permis ou de droits délivrés par les délégataires selon les règlements applicables.
- La surveillance et le contrôle des interventions en milieu forestier, conformément à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et aux règlements qui en découlent.
- j. Le mesurage des bois récoltés.

5. En matière de faune

- a. De façon générale, le délégataire de gestion d'une forêt de proximité pourrait planifier, organiser, diriger et contrôler l'exploitation, la conservation, la protection et l'aménagement de la faune. Par exemple, il pourrait, dans le respect de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune :
 - assurer la mise en valeur de la ressource faunique;
 - fixer les droits pour la pratique d'une activité de chasse ou de pêche, pour l'inscription à un tirage au sort ou pour circuler sur le territoire selon les marges définies par le Ministère;
 - veiller au suivi et au contrôle de l'utilisation de la faune et en faire rapport;
 - confectionner un plan de protection de la faune;
 - sélectionner et former des associés pour protéger la faune.

6. En matière d'énergie

a. Gérer les dispositions du Programme d'attribution des terres du domaine de l'État pour l'implantation d'éoliennes, dont la publication de lettres d'intention permettant de répondre à un appel d'offres d'Hydro-Québec, l'attribution d'une réserve de superficie, l'attribution de droits fonciers pour l'implantation des installations éoliennes, le renouvellement et la révocation des droits fonciers et la perception du paiement annuel du loyer.

ANNEXE 2

Critères de sélection des forêts de proximité

1. Vision et appartenance au territoire

Le délégataire de gestion a une vision de la mise en valeur du territoire projeté et des ressources qu'il souhaite gérer. Les objectifs de son projet sont conformes à ceux de la politique de forêt de proximité. La communauté a un lien d'appartenance au territoire visé par le projet.

2. Conformité du projet au cadre légal

- a. Conformité du projet aux orientations et aux objectifs de la Politique de sélection et de délimitation des forêts de proximité.
- b. Conformité aux lois et aux règlements existants.

Cohérence du projet avec certaines orientations nationales, régionales et locales

- a. Cohérence du projet avec les orientations et les objectifs de la SADF ou de toute autre politique ou stratégie qui s'applique.
- b. Cohérence du projet avec les orientations et les objectifs du plan régional de développement intégré des ressources et du territoire ayant fait l'objet d'une entente avec le Ministère.
- Cohérence du projet avec les orientations et les objectifs de développement de la communauté.

4. Capacité

Du territoire visé

- a. Caractéristiques de la forêt relativement aux objectifs du projet.
- b. Accessibilité du territoire.
- c. Potentiel de production de matière ligneuse.
- d. Potentiel de mise en valeur récréotouristique (p. ex. : faune, paysages, villégiature, autres pratiques récréatives et touristiques).
- e. Potentiel de mise en valeur des produits non ligneux (produits forestiers non ligneux, acériculture, etc.).
- Potentiel lié à la faune, à la flore et au patrimoine présentant un intérêt pour la conservation.
- g. Potentiel d'autres ressources.
- h. Proportion de territoire libre de droits fauniques.

Du délégataire de gestion

- a. Politique et sociale
 - À faire consensus et à représenter des intérêts variés
 - À exercer un « leadership » social et politique bénéfique pour le projet.
 - À bâtir des partenariats institutionnels et économiques, des ententes avec les détenteurs de droits sur le territoire, etc.
 - À solliciter un soutien externe des institutions politiques, gouvernementales, d'enseignement, de recherche, etc.

 À susciter l'engagement et la participation des membres de sa communauté (promoteurs, bénévoles, groupes communautaires, gens d'affaires et autres) et des communautés voisines.

b. Économique

- À favoriser la participation financière de la communauté, des entreprises et des organismes locaux.
- À rechercher et à concrétiser des occasions d'affaires, de diversification économique et de production à valeur ajoutée.
- À créer des emplois de qualité (lieu de résidence du travailleur, salaire, sécurité, temps plein, temps partiel, saisonnier).
- À développer un plan d'affaires de qualité qui assure la viabilité de la forêt de proximité.

c. Environnementale

- À assurer la conservation et la protection de la biodiversité et de l'environnement.
- d. À la lumière des expériences passées
 - À réaliser ou à participer à un projet de foresterie communautaire ou de gestion intégrée des ressources et du territoire.
 - Autres expériences pertinentes.

De la communauté

- Disponibilité des connaissances nécessaires à la gestion multiressource
 - Expérience et savoir-faire : accès à des personnes possédant des compétences dans différents champs d'activité.
 - Expertise: accès à des professionnels pour guider le projet (ingénieurs forestiers, biologistes, chargés de projet, etc.).
 - Présence d'une main-d'œuvre spécialisée dans les domaines touchés par le projet.

- b. Démonstration d'un dynamisme social et économique
 - Organismes à but non lucratif, coopératives et entreprises d'économie sociale présentes dans la communauté ou à proximité.
 - Organismes bénévoles œuvrant dans la communauté ou à proximité.
 - Activités communautaires organisées et soutenues par la communauté.

5. Contenu

Utilisation des potentiels du territoire

- a. Utilisation optimale⁵ des ressources disponibles et du territoire (gestion intégrée et multiressource).
- b. Utilisation optimale du potentiel économique (partenariats, produits à valeur ajoutée, nouveaux marchés).
- Utilisation optimale du potentiel social (récréotourisme, respect des besoins et valeurs des populations et des utilisateurs du territoire).

Diversité des retombées

- a. Sociales: favoriser la participation de la population, accroître le dynamisme dans la communauté, renforcer ou développer une culture forestière, diversifier et accroître les capacités de développement de la communauté, accroître la fréquentation et l'accès au territoire et aux ressources, etc.
- b. Économiques : diversifier les revenus de la communauté et les possibilités de développement économique.
- Environnementales : conserver la biodiversité, la qualité de l'eau et des sols, les habitats fauniques, etc.

⁵ Évaluée en fonction des possibilités qu'offre le territoire et des capacités du délégataire.

Organisation et partenariat

- Type d'organisation préconisé pour la gestion de la forêt de proximité : structure de gestion.
- Entente de partenariat conclue lorsque des titulaires de droit ou des gestionnaires de territoire à statut particulier sont déjà présents sur le territoire de la forêt de proximité.
- Démarche de consultation mise en œuvre lorsque la forêt de proximité touche plusieurs communautés locales ou autochtones⁶.
- d. Type d'organisation prévu s'il y a des partenariats : partage des coûts, revenus, risques, etc.

Concertation

- a. Mécanisme de concertation choisi pour la participation des détenteurs de droits et des autres utilisateurs et gestionnaires du territoire.
- Type d'organisation prévu pour l'information, la consultation et la participation de la population.

Innovation

- a. Le projet de forêt de proximité est-il un vecteur d'innovations sociales (dans le mode de participation de la population et de concertation des intervenants du milieu, le respect des valeurs et des intérêts de la population, etc.), économiques (dans la recherche de nouveaux marchés à investir, le mode de promotion des produits, etc.), techniques, technologiques et environnementales?
- Indice de développement des communautés associées aux territoires visés (municipalités dévitalisées)

⁶ Le projet devra traduire le souci de concertation du délégataire qui doit tenir compte des intérêts et des attentes des MRC, des municipalités et des communautés autochtones. Tout conflit entre ces acteurs ou d'autres organismes pourrait entraver la sélection du projet.

ANNEXE 3

Exemple de canevas de soumission d'un projet de forêt de proximité

Renseignements et pièces à fournir au moment du dépôt du projet

1. Description du délégataire de gestion et des partenaires

- a. Titre du projet
- b. Nom du délégataire
- c. Nom des cosignataires (s'il y a lieu)
- d. Partenaires du projet (nom, raison sociale, rôle dans le projet et partage des risques avec le délégataire)

2. Description du projet

- a. Vision de mise en valeur du territoire et de ses ressources
- b. Historique du projet
 - Décrivez la genèse du projet, son contexte et le lien d'appartenance de la communauté au territoire.
- c. Objectifs poursuivis
 - Objectif global du projet de forêt de proximité.
 - Objectifs spécifiques.
- d. Activités envisagées
 - Expliquez les activités que vous prévoyez réaliser sur le territoire de la forêt de proximité ainsi que le rôle de vos partenaires, s'il y a lieu.
 - Décrivez comment ces activités répondent aux objectifs du projet.

- e. Description sommaire du territoire visé (joindre les documents nécessaires à la description du territoire de forêt de proximité)
 - Localisation du territoire visé (carte).
 - Description sommaire du territoire forestier et de ses ressources naturelles (superficie, espèces végétales dominantes, espèces fauniques, produits forestiers non ligneux et autres).
 - Utilisation actuelle du territoire (statuts, droits délivrés, présence autochtone, activités récréotouristiques, etc.).
 - Autres.

Pertinence du projet au regard des objectifs définis dans la politique sur les forêts de proximité

4. Capacités du délégataire de gestion et de ses partenaires

- a. Capacité générale
 - Décrivez vos compétences et vos expériences en matière de gestion des ressources naturelles.
- b. Capacités politiques et sociales
 - · Décrivez, par exemple, votre capacité à :
 - représenter les intérêts variés présents sur le territoire;
 - exercer une direction bénéfique pour la forêt de proximité;
 - conclure des partenariats;
 - solliciter du soutien externe;
 - susciter la participation de la communauté.

c. Capacités économiques

- · Décrivez, par exemple, votre capacité à :
 - obtenir le soutien financier des entreprises et des organismes locaux;
 - rechercher et à concrétiser des occasions d'affaires;
 - contribuer à diversifier les retombées et la structure économique de la communauté;
 - solliciter des appuis financiers, notamment par les programmes de subvention (précisez lesquels).

5. Description de la communauté

a. Priorités de développement

 Décrivez les principaux objectifs de développement de la communauté ou les principaux projets en cours ou à venir au sein de la communauté qui pourront être bénéfiques pour le projet de forêt de proximité.

b. Structure économique

 Décrivez les entreprises, les coopératives, les organismes à but non lucratif présents dans la communauté qui pourront apporter leur soutien au projet de forêt de proximité.

c. Structure sociale

 Décrivez les organismes communautaires et bénévoles présents dans la communauté qui pourront apporter leur soutien au projet de forêt de proximité.

d. Disponibilité des connaissances et de l'expertise

 Décrivez la participation au projet des personnes possédant des connaissances dans différents champs d'activité, des professionnels de divers domaines, de la main-d'œuvre spécialisée dans les secteurs touchés par le projet, etc.

Description de la participation du milieu

- Décrivez le mécanisme que vous comptez mettre en place pour favoriser la concertation des détenteurs de droits et des autres utilisateurs et gestionnaires du territoire.
- Décrivez les actions que vous comptez prendre pour informer et consulter la population.
- Décrivez les actions que vous comptez prendre pour inciter la population à contribuer aux activités de la forêt de proximité.

7. Aspects innovants du projet

- Décrivez en quoi et dans quels domaines votre projet est innovant :
 - économie: partenariats, entrepreneuriat, création d'emplois durables et de qualité, sources de financement, utilisation des profits, développement de nouveaux produits, modes de commercialisation, etc;
 - social: modes de participation de la population et des divers acteurs concernés par le projet, initiatives communautaires et sociales qui bénéficieront ou feront partie du projet de forêt de proximité, développement et renforcement de compétences diverses au sein de la communauté;
 - environnement : pratiques, activités favorisant la protection et la valorisation de la biodiversité, etc;
 - acquisition et transfert de connaissances : sensibilisation, éducation et développement de connaissances dans l'ensemble des domaines touchés par la forêt de proximité.

8. Mécanisme de suivi des objectifs

 Décrivez les grandes lignes du mécanisme de suivi que vous mettriez en place.

9. Retombées envisagées

- a. Pour la communauté et le territoire concernés par la forêt de proximité
 - Décrivez les retombées envisagées sur les plans :
 - économique;
 - social;
 - environnemental.
- Pour les territoires et les communautés avoisinantes
 - Décrivez les retombées envisagées sur les plans;
 - économique;
 - social;
 - environnemental.

10. Montage financier du projet

- a. Financement/Revenus
 - Décrivez, au meilleur de vos connaissances, les sources de financement et de revenus, les montants estimés et leur fréquence.
- b. Dépenses
 - Décrivez les dépenses selon les postes (p. ex. : main-d'œuvre, équipements, interventions en forêt, adhésion aux organismes de protection des forêts, autres frais), les montants et leur fréquence.
- c. Perspectives
 - Décrivez les perspectives de viabilité de la forêt de proximité.

ANNEXE 4

Portrait des attributions de matière ligneuse sur le territoire public

Portrait des modes d'attribution concernés par la politique sur les forêts de proximité (situation au 20 mai 2011 et projections)

RÉGIONS		Bas-Saint- Laurent (01)	Saguenay- Lac-Saint- Jean (02)	Capitale- Nationale (03)	Mauricie (04)	Estrie (05)	Outaouais (07)	Abitibi- Temiscamingue (08)
Convention de gestion territoriale (CGT)	Nombre Volume (m³) Superficie (km²)	7 53 700 608	5 111 252 1 303	3 16 550 176	-	-	4 51 800 362	-
Convention d'aménagement forestier (CvAF)	Nambre Volume (m³) Superficie (km²)	1 3 900 34	_	-	2 15 800 643	1 6 500 61	1 18 100 140	27 286 330 2 672
Contrat d'aménagement forestier (CtAF)	Nombre Volume (m³)	2 6 600	1 50 000	_	2 144 000	Addition	2 190 100	1 25 000

	Côte-Nord (09)	Nord-du- Québec (10)	Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine (11)	Lanaudière (14)	Laurentides (15)	Centre-du- Quebec (17)	TOTAL
Nombre Volume (m³) Superficie (km²)	2 28 100 409	-	-	1 n.d. 71	3 29 680 177	2 8 600 46	27 286 582 3 152
Nombre Volume (m³) Superficie (km²)	2 194 000 8 211	1 14 100 141	6 51 250 507	1 19 700 181	-	-	42 609 680 12 590
Nombre Volume (m³)	_	2 280 000	2 30 000	_	-	_	12 725 100
	Volume (m³) Superficie (km²) Nombre Volume (m³) Superficie (km²)	Nombre 2 28 100 409	Nombre 2 1 Volume (m²) 194 000 14 100 Superficie (km²) 8 211 141 Nombre 2 2	Cote-Nord (09)	Cote-Nord (09)	Cote-Nord (09)	Cote-Nord

Glossaire

Aménagement durable des forêts : aménagement forestier axé sur le maintien et l'amélioration de la santé à long terme des écosystèmes forestiers dans l'intérêt du vivant et qui permet d'offrir aux générations d'aujourd'hui et de demain les avantages environnementaux, économiques et sociaux que procurent ces écosystèmes.

Certification forestière : processus par lequel un organisme d'enregistrement, accrédité et indépendant, reconnaît qu'un requérant utilise des pratiques de gestion forestière qui respectent des normes préétablies favorisant l'aménagement durable des forêts.

Communauté locale : inclut les municipalités locales, les villes, les villages et les MRC.

Contrat d'aménagement forestier (CtAF): contrat conclu avec une personne morale ou avec un organisme qui ne détient pas de permis d'exploitation d'usine de transformation du bois. Le bénéficiaire d'un CtAF a le droit d'obtenir annuellement un permis d'intervention l'autorisant à prélever sur une ou plusieurs unités d'aménagement des volumes de bois qui n'ont pas déjà fait l'objet d'attribution à des bénéficiaires de contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF). Les signataires d'un CtAF peuvent vendre le bois récolté à des usines de transformation du bois. Ils ont les mêmes obligations que les bénéficiaires de CAAF et sont également coresponsables des interventions réalisées dans les unités d'aménagement où s'applique leur contrat.

Convention d'aménagement forestier (CvAF): contrat conclu avec une personne ou un organisme par lequel le Ministère lui confie l'aménagement d'une réserve forestière (territoire du domaine de l'État où ne s'exerce pas de CAAF ou de CtAF). De façon générale, le bénéficiaire d'une telle convention doit respecter les mêmes obligations que ceux qui détiennent un CAAF ou un CtAF dans les unités d'aménagement. Parmi les signataires de CvAF, on trouve notamment des MRC, des municipalités, des industriels et des organismes régionaux de développement.

Convention de gestion territoriale (CGT): acte de délégation de portée multisectorielle par lequel la ministre confie à une MRC, sous certaines conditions, des pouvoirs et des responsabilités en matière de planification, de gestion et de réglementation foncières et forestières sur le territoire public intramunicipal.

Délégataire : communauté locale ou autochtone qui se voit confier, par délégation du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, la gestion d'un territoire donné et de certaines de ses ressources (principalement forestières, fauniques et foncières).

Garantie d'approvisionnement: contrat octroyé en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, conférant à son bénéficiaire le droit d'acheter annuellement, au prix courant, un volume de bois en provenance de territoires forestiers du domaine de l'État d'une ou de plusieurs régions, en vue d'approvisionner son usine de transformation du bois.

Gestion intégrée des ressources et du territoire⁷: mode de gestion, à la fois stratégique et interactif, qui permet de considérer le plus grand nombre de besoins et de valeurs dans le processus décisionnel et d'aborder la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des ressources de façon concertée.

Lien d'appartenance⁸: expression d'un attachement spatial et social d'une communauté à un territoire, à une ressource, etc. Ce lien est notamment identifiable au regard de l'accessibilité de la population au territoire, des activités récréotouristiques et communautaires pratiquées par la population, du lien historique des communautés à ce territoire.

Unité d'aménagement : unité de territoire qui sert notamment de base au calcul de la possibilité forestière et à la planification des activités d'aménagement forestier.

Viabilité d'une communauté⁹ : aptitude d'une communauté à composer avec le changement, à profiter des circonstances et à répondre aux besoins de ses membres.

⁷ Gouvernement du Québec, 1997. Planifier la gestion intégrée des ressources du milieu forestier, Québec, Ministère des ressources naturelles,

⁸ Guérin-Pace, F. et E. Filippova, 2008. Ces lieux qui nous habitent. Identité des territoires, territoires des identités, Paris, La Tour d'Aigues, Ined-éditions de l'Aube, 276 p.

⁹ Nadeau, S., B. Shindler et C. Kakoyannis, 1999. "Forest communities: New frameworks for assessing sustainability". The Forestry Chronicle 75(5):747-754.

Beckley, T., J. Parkins et R. Stedman, 2002. "Indicators of forest-dependent community sustainability: The evolution of research". The Forestry Chronicle 78(5):626-636.

Sigles et acronymes

BMMB: Bureau de mise en marché des bois

CGT: Convention de gestion territoriale

CtAF: Contrat d'aménagement forestier

CvAF : Convention d'aménagement forestier

DGR: Direction générale en région du Ministère

LADTF: Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier

LMRNF: Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune

MRC: Municipalité régionale de comté

MAMROT : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

PAFI: Plan d'aménagement forestier intégré

SADF: Stratégie d'aménagement durable des forêts

Principaux articles de lois liés aux forêts de proximité

La Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (L.R.Q., c. A-18.1) prévoit aux articles suivants ce qui suit :

Article 6	La prise en compte des intérêts, des valeurs et des besoins des communautés autochtones présentes sur les territoires forestiers fait partie intégrante de l'aménagement durable des forêts.
Article 7	Le ministre doit consulter les communautés autochtones d'une manière distincte pour assurer une prise en compte de leurs intérêts, de leurs valeurs et de leurs besoins dans l'aménagement durable des forêts et la gestion du milieu forestier et les accommoder, s'il y a lieu.
	Il veille à ce que la politique de consultation élaborée en vertu de l'article 9 comporte des modalités de consultation propres aux communautés autochtones définies dans un esprit de collaboration avec ces communautés.
Article 9	Le ministre élabore, rend publique et tient à jour une politique de consultation afin de favoriser la participation des personnes ou organismes concernés par les orientations à privilégier en matière d'aménagement durable des forêts et de gestion du milieu forestier.
	Il consulte, avant sa publication, les communautés autochtones et la population. Il en est de même pour une modification de son contenu.
	Le ministre s'assure de la mise en œuvre de la politique de consultation. Dans le cadre de cette mise en œuvre, il constitue la Table des partenaires de la forêt dont il nomme les membres et définit les règles de fonctionnement.
Article 11	Le ministre élabore, en collaboration avec le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et les ministres ou les organismes publics concernés, une stratégie d'aménagement durable des forêts. Il rend publique, met en œuvre et tient à jour cette stratégie.
	Il consulte, avant sa publication, les communautés autochtones et la population. Il en est de même pour une modification de son contenu.
Article12	La stratégie expose la vision retenue et énonce des orientations et des objectifs d'aménagement durable des forêts s'appliquant aux territoires forestiers, notamment en matière d'aménagement écosystémique.
	Elle définit également les mécanismes et les moyens assurant sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation.
	La stratégie constitue la base de tout instrument relié à l'aménagement durable des forêts mis en place par l'État, les organismes régionaux, les communautés autochtones et les utilisateurs du territoire forestier.

Article13

Les territoires forestiers du domaine de l'État sont délimités en unités d'aménagement de manière notamment à circonscrire des aires pour la production de leurs ressources ou l'augmentation de leur production.

Ils peuvent également être délimités en forêts de proximité par le ministre en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2). Cette délimitation peut s'effectuer à l'intérieur ou à l'extérieur des unités d'aménagement.

Les territoires forestiers du domaine de l'État non délimités en unités d'aménagement ou en forêts de proximité sont constitués en territoires forestiers résiduels. Ces territoires ne permettent pas, sans en compromettre leur aménagement durable, un approvisionnement soutenu des usines de transformation du bois.

Article 46

Le forestier en chef a pour fonctions, dans le respect des orientations et des objectifs prévus à la stratégie d'aménagement durable des forêts :

- 1° d'établir les méthodes, les moyens et les outils requis pour calculer les possibilités forestières des forêts du domaine de l'État;
- 2° de déterminer les données forestières et écologiques requises pour effectuer les analyses servant à déterminer les possibilités forestières;
- 3° de préparer, de publier et de maintenir à jour un manuel d'aménagement durable des forêts servant à déterminer les possibilités forestières;
- 4° d'apporter, à la demande du ministre, le support requis à l'élaboration des stratégies d'aménagement forestier dans le cadre du processus de la planification forestière;
- 5° de déterminer les possibilités forestières pour les unités d'aménagement et les forêts de proximité en tenant compte des objectifs régionaux et locaux d'aménagement durable des forêts;
- 6° de réviser les possibilités forestières aux cinq ans afin de les mettre à jour, le cas échéant;
- 7° de modifier les possibilités forestières assignées à un territoire, à la demande du ministre, lorsque les circonstances sont telles que, sans une modification immédiate de celles-ci, l'aménagement durable des forêts risquerait d'être compromis ou lorsque, sur la base des mêmes considérations que celles prévues pour sa détermination, les possibilités peuvent être revues à la hausse;
- 8° de rendre publiques les possibilités forestières, leur date d'entrée en vigueur ainsi que les motifs justifiant leur détermination;
- 9° d'analyser les résultats obtenus en matière d'aménagement durable des forêts du domaine de l'État et de transmettre cette analyse au ministre au moment et selon les conditions fixés par ce dernier.

La date d'entrée en vigueur des possibilités forestières déterminées ou révisées par le forestier en chef correspond à la date d'entrée en vigueur des plans tactiques d'aménagement forestier intégré. La date d'entrée en vigueur des possibilités forestières modifiées par le forestier en chef en vertu du paragraphe 7° du premier alinéa est arrêtée par le ministre; cette date ne peut cependant être antérieure au 1er avril suivant l'année de la demande de modification.

Article 47

Le forestier en chef a également pour fonction de conseiller le ministre sur l'orientation et la planification de la recherche et du développement en matière de foresterie, sur la limite territoriale et la délimitation des unités d'aménagement et des forêts de proximité, sur les activités à réaliser pour optimiser les stratégies d'aménagement forestier ainsi que sur toute question qui, selon lui, appelle l'attention ou l'action gouvernementale.

Le ministre peut confier au forestier en chef tout mandat en matière de foresterie et notamment lui demander son avis sur toute question en cette matière, tant à l'égard des forêts privées que des forêts du domaine de l'État.

Les conseils et avis du forestier en chef sont accessibles.

Article 48

Les possibilités forestières déterminées par le forestier en chef à l'égard des activités d'aménagement forestier antérieures au 1er avril 2018 sont des possibilités annuelles de coupe à rendement soutenu. Elles correspondent, pour une unité d'aménagement ou une forêt de proximité donnée, au volume maximum des récoltes annuelles de bois par essence ou groupe d'essences que l'on peut prélever à perpétuité, sans diminuer la capacité productive du milieu forestier, tout en tenant compte de certains objectifs d'aménagement durable des forêts, telles la dynamique naturelle des forêts, notamment leur composition et leur structure d'âge, ainsi que leur utilisation diversifiée.

Les possibilités forestières déterminées par le forestier en chef à l'égard des activités d'aménagement forestier postérieures au 31 mars 2018 correspondent, pour une unité d'aménagement ou une forêt de proximité donnée, au volume maximum des récoltes annuelles de bois par essence ou groupe d'essences que l'on peut prélever tout en assurant le renouvellement et l'évolution de la forêt sur la base des objectifs d'aménagement durable des forêts applicables, dont ceux visant :

- 1° la pérennité du milieu forestier;
- 2° l'impact des changements climatiques sur les forêts;
- 3° la dynamique naturelle des forêts, notamment leur composition, leur structure d'âge et leur répartition spatiale;
- 4º le maintien et l'amélioration de la capacité productive des forêts;
- 5° l'utilisation diversifiée du milieu forestier.

Article 91

Les volumes annuels de bois garantis sont des volumes résiduels que le ministre détermine en tenant compte notamment :

- 1° des besoins de l'usine de transformation du bois;
- 2° des autres sources d'approvisionnement disponibles, tels les bois des forêts privées et des forêts de proximité, les copeaux, les sciures, les planures, les fibres de bois provenant du recyclage et les bois provenant de l'extérieur du Québec.

Pour l'application du paragraphe 2° du premier alinéa et plus particulièrement afin d'évaluer les bois des forêts privées disponibles pouvant être mis en marché dans une région donnée, le ministre consulte, avant de consentir une garantie d'approvisionnement, les offices de producteurs au sens de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1) ou les organismes désignés en vertu de l'article 50 de cette loi. La consultation porte notamment sur les volumes de bois que le ministre entend garantir.

Article 105

Le ministre peut, s'il l'estime opportun, à la suite de la révision quinquennale des possibilités forestières et après avoir donné au bénéficiaire de la garantie d'approvisionnement l'occasion de présenter ses observations, réviser les conditions prévues à la garantie, notamment les volumes annuels de bois garantis et le territoire en provenance duquel les bois peuvent être achetés.

Le ministre tient compte, dans l'exercice de sa discrétion :

- 1º des besoins de l'usine de transformation du bois;
- 2° des autres sources d'approvisionnement disponibles, tels les bois des forêts privées et des forêts de proximité, les copeaux, les sciures, les planures, les fibres de bois provenant du recyclage et les bois provenant de l'extérieur du Québec;
- 3º des volumes de bois, selon les différentes provenances, que l'usine a utilisés au cours des cinq dernières années:
- 4º des possibilités forestières assignées aux unités d'aménagement;
- 5° des volumes minimums de bois requis sur le marché libre permettant d'évaluer la valeur marchande des bois des forêts du domaine de l'État;
- 6° des volumes de bois qu'il estime nécessaires pour permettre la réalisation de projets de développement socioéconomique dans les régions et les collectivités.

Pour l'application du paragraphe 2° du deuxième alinéa et plus particulièrement afin d'évaluer les bois des forêts privées disponibles pouvant être mis en marché dans une région donnée, le ministre consulte, au cours du processus de révision, les offices de producteurs au sens de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1) ou les organismes désignés en vertu de l'article 50 de cette loi. La consultation porte notamment sur les volumes de bois que le ministre entend garantir.

Article 183

Tout bénéficiaire d'une garantie d'approvisionnement doit adhérer à l'organisme de protection des forêts reconnu par le ministre pour les régions visées à sa garantie et compris dans la zone de protection intensive indiquée au plan d'organisation.

Il en est de même de tout gestionnaire de forêt de proximité et de tout autre délégataire pour le territoire prévu à l'entente de délégation de gestion compris dans la zone de protection intensive indiquée au plan d'organisation et de tout propriétaire d'une forêt privée d'au moins 800 hectares d'un seul tenant pour la partie de celle-ci comprise dans une telle zone.

Le ministre devient membre d'office de tout organisme de protection qu'il reconnaît.

Article 198

Tout bénéficiaire d'une garantie d'approvisionnement doit adhérer à l'organisme de protection des forêts reconnu par le ministre pour les régions visées à sa garantie et compris dans le territoire protégé indiqué au plan d'organisation.

Il en est de même de tout gestionnaire de forêt de proximité ou de tout autre délégataire pour le territoire prévu à l'entente de délégation de gestion compris dans le territoire protégé indiqué au plan d'organisation.

Le ministre devient membre d'office de tout organisme de protection qu'il reconnaît.

- Article 224 Le ministre doit produire un bilan quinquennal de l'arnénagement durable des forêts qui contient les informations suivantes :
 - 1º une reddition de comptes sur la mise en œuvre de la politique de consultation et plus spécifiquement sur les modalités de consultation distinctes mises en place pour les communautés autochtones:
 - 2º les résultats obtenus en matière d'aménagement durable des forêts, y compris une reddition de comptes sur la mise en œuvre de la stratégie d'aménagement durable des forêts;
 - 3º l'analyse des résultats obtenus en matière d'aménagement durable des forêts du domaine de l'État préparée par le forestier en chef en vertu du paragraphe 9º du premier alinéa de l'article 46;
 - 4° une reddition de comptes sur la mise en œuvre de la présente loi et les recommandations sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier;
 - 5° tout autre renseignement d'intérêt public concernant les objets de la présente loi.

Le bilan couvrant la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2018 est déposé à l'Assemblée nationale au cours de l'année 2019 et les bilans subséquents sont déposés par la suite à l'Assemblée nationale tous les cinq ans.

La commission compétente de l'Assemblée nationale procède à l'étude du bilan.

Article 225 Tout organisme public visé au premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) de même que les bénéficiaires d'une garantie d'approvisionnement et les signataires d'une entente de délégation de gestion visée à l'article 17.22 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2) doivent communiquer au ministre les renseignements et les documents que ce dernier estime nécessaires pour la production de son bilan.

- Article 320
- **320.** Cette loi (Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune) est modifiée par l'ajout, après l'article 17.18, de ce qui suit :
- « §2. Forêts de proximité
- « 17.19. Le ministre élabore et rend publique une politique sur la base de laquelle il peut délimiter des forêts de proximité afin de favoriser des projets de développement socioéconomique dans une région ou une collectivité donnée. La politique définit notamment les critères de sélection et de délimitation des forêts de proximité.

Le ministre consulte, avant la publication de la politique, les communautés autochtones et la population. Il consulte également, préalablement à la délimitation des forêts de proximité, les ministres, les organismes régionaux et les communautés autochtones concernés.

La délimitation des forêts de proximité est rendue publique. Le périmètre de ces forêts est tracé sur des cartes qui sont accessibles sur le site Internet du ministère.

- « 17.20. Le ministre peut apporter toute modification à la délimitation des forêts de proximité. Il procède au préalable à la même consultation que celle prévue pour la délimitation initiale et il rend publiques cette modification ainsi que sa date d'entrée en vigueur.
- « 17.21. La gestion des territoires délimités en forêts de proximité peut être déléguée par le ministre en vertu de la sous-section 3.
- « §3. Délégation de gestion
- « 17.22. Le ministre peut déléguer, par entente, à un conseil de bande d'une communauté autochtone, à une municipalité, à une personne morale ou à un autre organisme, une partie de la gestion des territoires du domaine de l'État, y compris les ressources hydrauliques, minérales, énergétiques, forestières et fauniques se trouvant à l'intérieur de ces territoires. La gestion déléguée concerne notamment la planification des interventions, leur réalisation, leur suivi ou leur contrôle, y compris, dans le cas d'une municipalité, l'exercice de pouvoirs de nature réglementaire.

Le ministre peut également leur déléguer, par entente, la gestion d'un programme qu'il a élaboré en vertu du paragraphe 3° de l'article 12 ou en vertu de l'article 17.13, dans la mesure et selon les modalités prévues au programme.

- « 17.23. L'entente de délégation prévoit, notamment, les éléments suivants :
- 1° le territoire visé par la délégation;
- 2º les pouvoirs délégués ainsi que les responsabilités et les obligations que le délégataire est tenu de respecter;
- 3° le cas échéant, les conditions de mise en marché des ressources naturelles exploitées et les règles applicables aux revenus provenant de leur vente, y compris la partie des revenus que le délégataire peut conserver et les fins pour lesquelles elle peut servir;
- 4º les objectifs et les cibles à atteindre, y compris des objectifs et des cibles d'efficacité et d'efficience, ainsi que les données ou informations à fournir;
- 5° les règles spécifiques relatives aux contrats que le délégataire peut octroyer;
- 6° la reddition de comptes sur l'atteinte des objectifs et des cibles fixés;
- 7° les modalités du pouvoir exercé par le ministre pour surveiller la gestion effectuée par le délégataire et pour intervenir lorsque les objectifs et les cibles imposés au délégataire ne sont pas atteints;
- 8° les sanctions applicables en cas de défaut aux obligations qui découlent de l'entente ou en cas de non-respect d'une disposition législative ou réglementaire.

Elle prévoit également que l'exercice de pouvoirs par un délégataire n'engage pas la responsabilité du gouvernement.

« 17.24. L'entente de délégation est rendue publique par le ministre. »

La somme des volumes réduits pour l'ensemble des bénéficiaires doit permettre qu'une quantité Article 341 suffisante de bois demeure disponible pour : 1° la mise en marché des bois des forêts du domaine de l'État par le Bureau de mise en marché des bois, dans le but d'évaluer leur valeur marchande; 2º la réalisation de projets de développement socioéconomique dans les régions et les collectivités. Le bénéficiaire d'un contrat d'aménagement forestier a le droit d'obtenir, pour le 1er avril 2013, Article 344 la gestion d'un territoire délimité en forêt de proximité et de conclure à cette fin une entente lui déléguant la gestion de ce territoire conformément à la sous-section 3 de la section II.2 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), s'il effectue une demande écrite à cet effet avant le 1er avril 2011. La délimitation du territoire en forêt de proximité s'effectue conformément à la sous-section 2 de la Article 345 section II.2 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2). Au cours du processus menant à la délimitation du territoire en forêt de proximité, le ministre consulte le bénéficiaire de contrat afin de connaître son intérêt sur les différents endroits où il aimerait voir s'effectuer la délimitation. Le ministre arrête son choix en tenant compte notamment de la proximité du territoire avec celle de la municipalité ou de la communauté autochtone concernée. Le ministre doit, dans l'entente de délégation de gestion, tenter de maintenir, dans la mesure du Article 346 possible, un potentiel de récolte de bois d'un volume avoisinant celui auquel le bénéficiaire aurait eu droit le 1er avril 2013 si son contrat n'avait pas été résilié. À compter du 1er avril 2013, les conventions d'aménagement forestier conclues en vertu de l'article 102 Article 347 de la Loi sur les forêts (chapitre F-4.1) et en vigueur à cette date sont résiliées. Toutefois, ces conventions continuent de s'appliquer en regard des obligations suivantes jusqu'à ce que celles-ci aient été entièrement accomplies : 1° préparer et soumettre au ministre, avant le 1er novembre 2013, un rapport sur les activités d'aménagement forestier réalisées l'année précédente; 2° appliquer les programmes correcteurs établis par le ministre; 3° effectuer le mesurage des bois récoltés selon les instructions de mesurage fournies par le ministre; 4° payer les droits applicables et verser les contributions au Fonds forestier et aux organismes de protection des forêts qui sont exigibles. La résiliation des conventions ne donne droit au bénéficiaire à aucune indemnité. Article 348 Toutefois, un bénéficiaire peut, avant le 1er janvier 2012, demander au ministre de lui attribuer pour le 1er avril 2013 la gestion du territoire d'aménagement prévu à la convention et de conclure à cette fin une entente lui déléguant la gestion de ce territoire conformément à la sous-section 3 de la section II.2 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2). Cette demande doit être traitée de préférence à toute autre demande faite avant ou après cette date par une personne ou un organisme autre que le bénéficiaire. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1er avril 2010, à l'exception de celles : Article 372 1° des articles 5, 13 à 35, 38 à 44, 60 à 87, 115 à 118, 126 à 306, 310 à 335, 362 et 371 qui entreront en vigueur le 1e avril 2013 ou à la date ou aux dates antérieures fixées par le gouvernement; 2° du 2e alinéa de l'article 366 qui entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur du règlement pris pour l'application de cet alinéa.

La Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2) prévoit aux articles suivants ce qui suit :

Article 12	Les fonctions et pouvoirs du ministre consistent plus particulièrement à :							
	1°	accorder et gérer des droits de propriété et d'usage des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières du domaine de l'État;						
	2°	gérer les terres du domaine de l'État, conformément à la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1) et à la section II.2 de la présente loi;						
	3°	élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières;						
	4°	établir des laboratoires de recherches minéralogiques, métallurgiques, hydrauliques et énergétiques ou en favoriser l'établissement;						
	5°	construire et entretenir des chemins sur les terres du domaine de l'État;						
	6°	favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;						
	6.1°	assurer, sur les terres du domaine de l'État, la compatibilité des activités d'aménagement et d'exploitation des ressources et des autres activités et utilisations qui sont sous sa responsabilité avec les affectations prévues aux plans d'affectation visés à la section III du chapitre II de la Loi sur les terres du domaine de l'État;						
	7°	(paragraphe abrogé);						
	8°	établir et gérer la cartographie et les réseaux géodésiques officiels du Québec;						
	8.1°	fournir, sur demande et à titre onéreux, des services spécialisés de prises de vues aériennes, de cartographie, de géodésie et de télédétection;						
	8.2°	diffuser, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés au paragraphe 8.1;						
	9°	(paragraphe abrogé);						
	10°	veiller au maintien et au respect de l'intégrité territoriale du Québec;						
	110	assurer le contrôle de l'exploitation des ressources hydrauliques concédées;						
	12°	favoriser l'expansion d'Hydro-Québec en lui assurant notamment l'exploitation des forces hydrauliques disponibles;						
	13°	assurer le maintien des approvisionnements en énergie;						
	14°	élaborer des programmes de conservation de l'énergie;						
	15°	assurer la surveillance de la qualité des produits énergétiques, notamment en regard de l'utilisation qui en est faite;						
	16°	effectuer la tenue de registres des droits concédés se rapportant au domaine de l'État;						
	16.1°	gérer tout ce qui a trait à l'aménagement forestier dans les forêts du domaine de l'État;						
	16.2°	(paragraphe abrogé);						
	16.3°	favoriser la mise en valeur des forêts privées;						
	16.4°	constituer, dans les forêts du domaine de l'État, des unités d'aménagement forestier et à y allouer, jusqu'à concurrence de la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu, des volumes de bois ronds pour l'approvisionnement d'usines de transformation, en tenant compte des autres sources d'approvisionnement disponibles;						
	16.5°	réaliser, conformément à la Loi sur les forêts (chapitre F-4.1), des activités d'aménagement forestier;						
	16.6°	élaborer et mettre en œuvre des programmes de recherche et de développement dans les domaines de la foresterie et de la transformation des ressources forestières;						
	16.7°	veiller à la protection des ressources forestières contre l'incendie, les épidémies et les maladies et au contrôle phytosanitaire;						

Article 12 (suite)	16.8°	contribuer au développement, à l'adaptation et à la modernisation des usines de transformation du bois et des autres activités utilisatrices de matière ligneuse;			
	16.9°	favoriser la mise en marché et la vente des produits provenant des forêts;			
	16.10°	favoriser l'apport du secteur forestier au développement régional;			
	17°	appliquer les lois concernant le cadastre, la cartographie, la publicité foncière et les ressources minérales, hydrauliques, énergétiques et forestières;			
	17.1°	diriger l'organisation et l'inspection du Bureau de la publicité foncière et des bureaux de la publicité de droits établis pour les circonscriptions foncières du Québec;			
	17.2°	surveiller l'Officier de la publicité foncière et ses adjoints;			
	17.3°	procéder à la rénovation cadastrale ainsi qu'à la mise à jour régulière des plans cadastraux et assurer la publicité des données cadastrales;			
	17.4°	tenir le registre foncier et assurer la publicité des droits en matière foncière;			
	17.5°	(paragraphe abrogé);			
	17.6°	fournir, sur demande et à titre onéreux, des produits et services spécialisés en matière d'arpentage et dans les domaines mentionnés aux paragraphes 17.3°, 17.4° et au paragraphe 3° de l'article 12.2;			
	17.7°	diffuser, sur demande et à titre onéreux, de l'information en matière d'arpentage et dans les domaines visés au paragraphe 17.6°;			
	18°	exercer toute autre fonction que lui attribue le gouvernement.			
Article 17.13	Le ministre peut, avec l'approbation du gouvernement, élaborer des programmes propres à mettre er valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du doma de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale.				

La Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1) prévoit aux articles suivants ce qui suit :

- Article 77 Le ministre peut, tous les cinq ans, après avoir approuvé ou arrêté le plan général d'aménagement forestier et avoir donné au bénéficiaire l'occasion de présenter ses observations, réviser les volumes attribués par tout contrat concernant l'unité d'aménagement, retrancher l'unité du contrat ou en ajouter d'autres de manière à tenir compte :
 - 1° des changements dans les besoins de l'usine de transformation du bois;
 - 2° des changements dans la disponibilité des bois en provenance des forêts privées ou de l'extérieur du Québec, dans la disponibilité de bois sous forme de copeaux, de sciures, de planures, ou des fibres de bois provenant du recyclage, ainsi que des changements dans la disponibilité des volumes de bois attribués par contrats d'aménagement forestier et dans l'évaluation des volumes qui peuvent être récoltés par les bénéficiaires de conventions d'aménagement forestier;
 - 3° du volume annuel moyen de bois, selon les différentes provenances, que l'usine a utilisé depuis le début de la période de validité des plans généraux précédents;
 - 4º des possibilités annuelles de coupe à rendement soutenu assignées à l'unité d'aménagement dans le nouveau plan;
 - 5° de l'ensemble des activités d'aménagement forestier réalisées dans l'unité d'aménagement depuis le début de la période de validité des plans généraux précédents, notamment de l'impact de ces activités sur l'état de conservation des forêts et du milieu forestier et de l'efficacité des traitements sylvicoles et autres mesures de protection et de conservation dont ils font l'objet;
 - 6° du changement ou de l'absence d'une amélioration de la performance industrielle du bénéficiaire dans l'utilisation de la matière ligneuse par l'usine mentionnée au contrat depuis le début de la période de validité des plans généraux précédents.

Les modifications aux contrats sont applicables à l'égard des activités d'aménagement forestier postérieures à l'entrée en vigueur des nouveaux plans généraux.

Le ministre peut réserver ou attribuer, comme il le juge opportun, tout volume rendu disponible en application du présent article.

- Article 77.1 Aucune augmentation de volume ne peut être attribuée en application de l'article 77 si le ministre est d'avis que l'ensemble des activités d'aménagement réalisées dans l'unité d'aménagement est insatisfaisant, compte tenu des éléments mentionnés au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 77.
- Article 77.2 En cas de baisse d'une possibilité annuelle de coupe assignée à une unité d'aménagement faisant l'objet de plusieurs contrats, le ministre peut tenir compte des impacts sur l'activité économique régionale ou locale de la répartition entre les bénéficiaires de la réduction des volumes attribués pour l'essence ou le groupe d'essences en cause et faire varier la réduction en fonction de ces impacts.

La Loi sur les terres du domaine de l'État (L.R.Q., c. T-8.1) prévoit aux articles suivants ce qui suit :

Article 53 Toute personne peut passer sur les terres du domaine de l'État, sauf dans la mesure prévue par une loi ou par un règlement du gouvernement.

Toutefois le droit de passer et de séjourner sur les terres sous l'autorité du ministre s'everce.

Toutefois, le droit de passer et de séjourner sur les terres sous l'autorité du ministre s'exerce conformément aux normes prescrites par le gouvernement par voie réglementaire.

Article 58 Toute personne peut circuler sur un chemin construit conformément à l'article 55, sous réserve des règlements adoptés en vertu des paragraphes 9° et 10° de l'article 71.

L'accès à un chemin peut toutefois être restreint ou interdit par le ministre pour des raisons d'intérêt public.

